



# RAPPORT ANNUEL 2024





## EXACTITUDE, PLURALISME, UTILITÉ : LES RAISONS DE LA CONFIANCE

Les informations crédibles et indépendantes ont actuellement la vie dure et ceci dans le monde entier. Des millions de personnes n'évoluent plus que dans leurs bulles et ne consultent plus les médias d'intérêt public. Dans les États fragiles, où la Fondation Hironnelle est active, des médias fiables sont essentiels à la survie des populations faisant face à de nombreuses crises. Mais comment nos médias peuvent-ils gagner la confiance des auditeur-ice-s lorsqu'il s'agit de mesurer la fiabilité, l'indépendance et la crédibilité ?

En République centrafricaine, par exemple, Radio Ndeke Luka affiche un taux de confiance de plus de 80 %. Notre hypothèse est qu'il s'agit du résultat de trois facteurs combinés. Tout d'abord, l'information doit s'avérer correcte et importante de bout en bout, sur tous les sujets, jour après jour. Deuxièmement, le dialogue entre opinions divergentes doit être modéré et organisé de manière professionnelle sur toutes les plateformes, sans prendre parti et avec un haut degré de précision. Enfin, le lecteur-ice, l'auditeur-ice ou le téléspectateur-ice veut des informations qui lui soient vraiment utiles. Grâce à une telle combinaison, les médias de la Fondation Hironnelle peuvent non seulement maintenir l'adhésion au plus haut niveau, mais aussi augmenter leur nombre d'utilisateur-ice-s. 2024 a été une bonne année à cet égard et je tiens à en remercier chaleureusement toutes les collaboratrices et tous les collaborateurs.

## EXPÉRIENCE, STRATÉGIE, CONVICTIONS : DES ATOUTS DANS LA TEMPÊTE

La tempête est là, tous les signaux sont en alerte : remise en cause de l'indépendance des médias par des gouvernements, également occidentaux, coupures drastiques dans les fonds de la coopération internationale, liberté d'expression brandie sans les responsabilités qui vont avec...

L'année 2024 a vu ces signaux devenir de plus en plus menaçants et la situation s'annonce encore plus difficile qu'imaginée : l'imprévisibilité et la dureté des positions remettent en cause les planifications et plans stratégiques, et demandent de reprendre les analyses pour pouvoir rester pertinent et continuer à travailler, notamment dans le secteur des médias d'intérêt public.

La Fondation Hironnelle a des atouts pour remplir cette mission : 30 ans d'expérience, célébrés en 2025, malgré des vents contraires qui ont déjà commencé à souffler fort ; une nouvelle stratégie alliant consolidation et agilité, pour justement garder le cap et s'adapter aux changements ; une équipe ancrée localement et forte de ses convictions en faveur du rôle social et démocratique des médias ; enfin des partenaires engagés et fidèles. Ces atouts sont précieux et plus essentiels que jamais.

**Caroline Vuillemin**

Directrice générale de la Fondation Hironnelle

**Tony Burgener**

Président du Conseil de la Fondation Hironnelle



De gauche à droite et de haut en bas :

► Irène Loliyanga, 33 ans, auditrice de Radio Ndeke Luka, pose chez elle dans le quartier de Zako 3 (PK 13), à Bangui, capitale de la République centrafricaine. © Gwenn Dubourthoumieu / Fondation Hironnelle. ► Enregistrement d'une émission avec les artistes ATT et Sissao à Studio Yafa, à Ouagadougou. © Olympia de Maismont / Fondation Hironnelle. ► Une journaliste de l'équipe de Doh Athan enregistre un podcast. © Hein Htet Aung / Fondation Hironnelle. ► Prud'Homme Rakotoson (Studio Yafa) fait l'interview d'une mère de famille sur la vie des jeunes et le chômage dans le quartier de Mangarano Toamasina. © Iako Randrianarivelo / Fondation Hironnelle. ► La directrice des programmes prépare l'enregistrement du flash d'information dans le studio de Grad TV, à Odessa, Ukraine. © Florent Vergnes / Fondation Hironnelle.



Couverture : de gauche à droite et de haut en bas :

► Un journaliste de Doh Athan travaille en exil depuis la Thaïlande. © Hein Htet Aung / Fondation Hironnelle. ► Une journaliste tunisienne d'une radio partenaire du projet PACT enregistre une émission en studio. © Lotfi Rahmouni / Fondation Hironnelle. ► Ornelly Phanzu, journaliste de Studio Hironnelle RDC, interviewe un pêcheur en République démocratique du Congo. © Hur Botshila / Fondation Hironnelle. ► Hugues Namkoïsse, journaliste à Radio Ndeke Luka, enregistre un sujet dans l'un des nouveaux studios de la radio à Bangui, capitale de la République centrafricaine. © Gwenn Dubourthoumieu / Fondation Hironnelle. ► Une journaliste en reportage dans les rues de Kef, en Tunisie. © Lotfi Rahmouni / Fondation Hironnelle. ► Ny Aina Andrianarisoa, 21 ans, interviewe deux membres de l'équipe féminine malgache de rugby pour Studio Yafa à Andohatapenaka le 11 septembre 2024. © Iako Randrianarivelo / Fondation Hironnelle. ► La directrice artistique du musée de l'Opéra d'Odessa est interviewée par une équipe de Grad TV dans l'Opéra d'Odessa. © Florent Vergnes / Fondation Hironnelle.



# LE PROGRAMME DE LA FONDATION HIRONDELLE

## PRODUIRE ET SOUTENIR UN JOURNALISME D'INTÉRÊT PUBLIC

2024 est la dernière année du programme stratégique 2021-2024 de la Fondation. Les réflexions pour cette période avaient été marquées par le contexte post-Covid et le début de bouleversements systémiques et géopolitiques qui se sont accentués en 2024 : dérèglement climatique, crise du multilatéralisme, montée de la polarisation des sociétés, guerre en Ukraine, reprise du conflit en Palestine. Malgré ces facteurs, la Fondation Hironde a mis en œuvre son objectif global : contribuer à des sociétés pacifiques, inclusives, démocratiques et justes, en référence au 16<sup>e</sup> Objectif de développement durable. Notre contribution s'accomplit par une action médiatique qui, sur les quatre dernières années, a réalisé : 1) un travail journalistique de qualité (plus de 10 millions d'auditeur.trice.s en moyenne chaque année) et la création d'espaces de dialogues au sein des sociétés les plus fragiles, notamment au Sahel central et en RCA ; 2) le soutien à des médias locaux, de l'Ukraine au Myanmar, en Tunisie, à Madagascar et depuis septembre 2024 au Bénin, afin qu'ils puissent remplir leur rôle de média d'intérêt public ; 3) une réflexion sur l'impact des médias et le journalisme, par une dizaine d'études et de recherches mises en œuvre avec divers partenaires.

Avec 11 projets déployés grâce à une équipe d'environ 300 personnes sur 3 continents, pour un volume global d'activités stable (-3 %) après une forte augmentation de 20 % en 2023, 2024 est une année riche en résultats et développements. Cependant, maintenir notre présence et un service d'information utile aux populations et adapté aux contextes volatiles où nous travaillons requiert persévérance et créativité. Au Niger, les hésitations, voir le retrait, de la plupart des bailleurs de fonds publics nous ont forcé à devoir anticiper une baisse de nos moyens et donc une réduction de nos heures de production et de diffusion de 3h à 1h dès février 2025, tout en maintenant une information en 5 langues et répondant aux besoins toujours plus nombreux des populations. En Ukraine, les médias locaux basés à l'Est du pays, doivent sans cesse s'adapter aux contraintes de la guerre.

Connaître les besoins en information des populations et anticiper comment et où elles consomment les médias était au cœur de la 1<sup>re</sup> rencontre des responsables numériques de nos rédactions en décembre 2024. Cette rencontre a clos une année de formation de toutes les rédactions numériques tant en journalisme mobile (MOJO) que sur les outils digitaux.

Le développement de la désinformation et de l'intelligence artificielle (IA) questionne, entre autres, le rôle des médias. Être en mesure de garantir une information fiable est essentiel. Nous répondons à ce défi par un cadre normatif interne agile (Directive sur l'utilisation de l'IA validée en 2024) et en partageant nos expériences et recommandations avec des décideurs politiques européens et suisses, ainsi que dans les réseaux académiques. Enfin, sur le volet institutionnel, le Conseil de Fondation a continué son renouvellement avec l'arrivée de M. Robert Roth, Professeur de Droit et ancien juge au Tribunal spécial pour le Liban.



Une journaliste du Studio Tamani interviewe un invité dans le cadre du « Grand Dialogue » à Bamako, capitale du Mali. © Florent Vergnes / Fondation Hironde.

### Chiffres clés 2024

- 11 opérations médiatiques dans 10 pays sur 3 continents
- 11 millions d'auditeur-ric-e-s régulier-e-s en Afrique dont 48 % de public féminin\*
- 12 211 heures de programmes audio
- 288 heures de programmes vidéo
- 8 649 articles sur le web
- 1 329 500 utilisateurs-ric-e-s de nos sites web
- 1 100 106 abonné-e-s sur les réseaux sociaux (Facebook, X, YouTube, Instagram, TikTok, LinkedIn, SoundCloud)
- 411 médias soutenus
- 1 134 personnes formées

\* Estimation de audiences des 6 programmes et médias de la Fondation Hironde en Afrique (Mali, Niger, Burkina Faso, RDC, RCA et Madagascar) basée sur des études d'audience réalisées par les instituts IMMAR en 2023, 2024 et Kantar fin 2020.

### PERSPECTIVES 2025

La nouvelle stratégie 2025-28 a été construite dans la continuité des priorités 2021-24 avec 3 axes d'intervention (voir section dédiée p. 28), et dès 2024 nous avons mis en route les chantiers nécessaires à la réalisation de nos objectifs :

- Développement de nouvelles réponses médiatiques face aux crises : des nouveaux projets ont été conçus au Tchad et en Guinée Bissau, qui ont démarré début 2025. Les activités, en consortium avec BBC Media Action, dans le cadre de l'accord pluriannuel de l'Union européenne (FFPA) pour le soutien aux médias indépendants ont été validées, et démarreront en 2025 au Mali, Bénin et Cameroun (pays d'intervention de la Fondation, 25 pays au total, grâce à l'expertise de 9 membres du consortium).
- Valorisation de nos expériences et apprentissages : le site internet de la Fondation Hironde a été revu avec une nouvelle section de « Partage des savoirs » qui rend public toutes nos études d'audiences et rapports d'études, afin de rendre plus accessibles les connaissances sur le rôle social et démocratique des médias en zones de crises et d'appuyer nos efforts de plaidoyer dans ce domaine.

- Renforcement de notre capacité institutionnelle : l'équipe des Ressources humaines met en œuvre un plan de formation et de réponses aux besoins futurs de l'organisation. Afin de consolider financièrement l'organisation et de diminuer la dépendance aux fonds publics coupés par de nombreux gouvernements, un effort supplémentaire est consacré à la recherche de fonds vers les fondations privées.

### VISIBILITÉ ET CERTIFICATIONS

La valeur de notre travail a été reconnue au travers de reprises médiatiques de plusieurs productions (par *Courrier International* notamment), des *feedbacks* des populations recueillis lors de *focus groups*, enquêtes de terrains, recherches (en RDC, RCA, Ukraine), ou encore par l'obtention de la certification JTI (Journalism Trust Initiative, label international créé par Reporters sans frontières), validant l'indépendance et la fiabilité d'un média. Studio Tamani au Mali, Studio Yafa au Burkina Faso et Radio Ndeke Luka en RCA ont été certifiés en 2024, alors qu'au Niger Studio Kalangou (premier média africain francophone à recevoir le JTI en 2022) a été recertifié en 2024.



# 2024, ANNÉE DE LUTTE CONTRE LA DESINFORMATION

Des pressions politiques aux difficultés financières, en passant par la désinformation dopée aux algorithmes, l'année 2024 a mis à rude épreuve les médias d'intérêt public. La Fondation Hironnelle a relevé ces défis en adaptant ses contenus, ses formats et ses méthodes pour maintenir sa pertinence et la confiance de ses publics.

Prud'Homme Rakotoson fait l'interview d'un jeune homme sur la vie des jeunes et le chômage dans le quartier de Mangarano Toamasina.  
© J'Ako M. Randrianarivelo / Fondation Hironnelle



Au sud-est de la République centrafricaine. Mathilde a l'habitude d'appeler la Radio Ndeke Luka pour participer aux émissions interactives.  
© Gwenn Dubourthoumieu / Fondation Hironnelle.

2024 a été une nouvelle année difficile pour le journalisme. La liberté de la presse a été de plus en plus menacée – par des pressions juridiques, politiques ou physiques – notamment dans des régions touchées par des conflits ou une dérive autoritaire. Parallèlement, l'accessibilité croissante des outils d'intelligence artificielle a alimenté une désinformation massive, rendant plus difficile que jamais la distinction entre le vrai et le faux. Pour des médias indépendants comme les nôtres, ces défis se sont ajoutés à des contraintes de financement persistantes, exigeant une grande capacité d'adaptation et de résilience afin que les journalistes et partenaires de la Fondation Hironnelle puissent poursuivre leur mission : offrir des espaces de dialogue et garantir un journalisme fiable qui informe, inclut et renforce le pouvoir d'agir des citoyen·nes.

La lutte contre la désinformation est devenue centrale dans notre mission éditoriale. En 2024, nos équipes ont renforcé leurs formats d'éducation aux médias et de vérification des faits, non seulement pour démystifier les fausses informations, mais aussi pour aider les publics à comprendre les mécanismes de la désinformation.

**La lutte contre la désinformation est devenue centrale dans notre mission éditoriale.**

A Studio Hironnelle RDC, par exemple, un *fact-check* a démantelé une rumeur virale selon laquelle les vaccins contre la variole simienne (Mpox) auraient été créés par l'Occident pour exterminer la population congolaise – une affirmation largement partagée sur les réseaux sociaux, alimentant une méfiance généralisée envers des vaccins potentiellement salvateurs. En République centrafricaine, de fausses allégations selon lesquelles des hommes auraient soudainement vu leur pénis disparaître ont conduit à des violences contre des « suspects » et leurs familles. Radio Ndeke Luka a mené une enquête approfondie pour déconstruire ces rumeurs, incluant des explications sur les outils utilisés pour vérifier les photos prétendument incriminantes et des clarifications apportées par des professionnels de santé. Ces formats de *fact-check* en radio et en numérique vont au-delà de la simple rectification : ils expliquent le processus de vérification afin de développer l'esprit critique et la capacité des publics à détecter les manipulations.

Dans une année marquée par une polarisation croissante et un rétrécissement de l'espace pour un dialogue constructif, il est devenu plus crucial que jamais de créer des espaces pour des récits approfondis et nuancés. Un exemple fort a été le lancement de *Perspectives*, un nouveau format mensuel de mini-documentaires radio par Studio Kalangou au Niger. Cette émission met en lumière des phénomènes sociaux à travers des récits centrés sur l'humain : du témoignage bouleversant d'une jeune femme victime de cyberharcèlement aux rêves et obstacles d'une jeune étoile montante du football féminin.

Comprendre les besoins et les attentes de nos publics est essentiel pour produire un journalisme pertinent, digne de confiance et à fort impact. En 2024, la Fondation Hironnelle a réaffirmé ce principe. Par exemple, l'étude *Reconnecting Audiences*, menée avec des communautés locales en Ukraine, a permis de mieux cerner les perceptions du public sur les médias régionaux, et de comprendre comment la guerre accentuait les fractures sociales. Ces enseignements ont permis à nos médias partenaires d'ajuster leurs stratégies éditoriales : en intégrant davantage de voix citoyennes et en ancrant les contenus dans les réalités locales vécues, ils ont renforcé leur rôle essentiel de lien dans la société ukrainienne fragmentée. ■

**Comprendre les besoins et les attentes de nos publics est essentiel pour produire un journalisme pertinent, digne de confiance et à fort impact.**



# DES MÉDIAS LOCAUX DE CONFIANCE



Depuis 30 ans, les médias de la Fondation Hironnelle produisent de l'information vérifiée au plus proche de leur public. Une proximité qui favorise non seulement la confiance, mais aussi une capacité à lutter efficacement contre la désinformation.

*Une journaliste de Studio Yafa réalise une interview, à Ouagadougou. © Olympia de Maismont / Fondation Hironnelle*

La désinformation prolifère d'autant plus lorsque la confiance du public envers les sources officielles et professionnelles d'information diminue. Cette crise de confiance envers les médias, tout comme celle à laquelle font face les scientifiques et les institutions publiques, nourrit ainsi l'attrait d'une part grandissante de la population pour des sources « alternatives » telles que les influenceurs, les groupes sur les réseaux sociaux, les amis personnels ou virtuels. Et vice-versa : le développement des réseaux sociaux qui présentent les « informations » sans hiérarchie ni indication de véracité remet en cause la confiance envers les sources plus anciennes et traditionnelles, dont les médias.

**Le travail journalistique de vérification des faits et de confrontation des points de vue devient de moins en moins audible face à la prolifération des contenus « alternatifs ».**

Bien sûr, les sources directes ou informelles que nous consultons dans nos fils d'actualité permettent parfois de faire émerger et circuler des témoignages et événements passés sous le radar de l'actualité. Mais ce sont aussi sur ces réseaux dits « sociaux » que prolifèrent le complotisme, l'extrémisme, le populisme et les discours clivants et parfois haineux. On y remet en cause sans contradiction des vérités factuelles et principes universels. Le travail journalistique de vérification des faits et de confrontation des points de vue devient de moins en moins audible face à la prolifération de ces contenus « alternatifs ».

Dans ce contexte, la proximité est l'une des clés pour rétablir une relation de confiance entre les médias traditionnels et le public. Les sondages montrent que les médias régionaux, locaux, ou communautaires sont ceux qui conservent le plus la confiance du public, sous toutes les latitudes. Leur ancrage local s'exprime au travers de la représentativité de leurs équipes, issues des mêmes lieux de vie que leur public. Leur traitement de sujets de proximité répond aux besoins directs et quotidiens de leurs audiences. Inscrits physiquement au sein des communautés qu'ils sont censés servir, ils parlent leur langue, et comprennent leurs attentes.

Les médias locaux sont les mieux à même de débusquer la désinformation, qu'elle soit d'origine domestique ou externe, et de la désamorcer en y répondant par un traitement factuel, fiable et compréhensible de la réalité.

La proximité et la confiance sont dans l'ADN de la Fondation Hironnelle depuis 30 ans. Tous les médias que nous avons créés, tous les programmes que nous mettons en œuvre et les partenariats que nous développons s'inscrivent au plus près des gens qu'ils ont pour but de servir. Depuis 25 ans en République centrafricaine, Radio Ndeke Luka incarne ainsi au quotidien l'ancrage local et l'impact national que peut avoir un média ayant su créer un lien unique et vibrant à son public. La production d'information de proximité est aussi au cœur de nos programmes au Sahel, notamment au Niger où Studio Kalangou se réinvente pour préserver son lien avec la population, comme en République démocratique du Congo (où nous sommes présent.e.s depuis plus de 20 ans) et en Tunisie, où nous apportons du soutien et de l'accompagnement éditorial à des réseaux de médias régionaux pour le traitement de problématiques de gouvernance locale. Partout dans ces projets, comme dans tous nos autres programmes, la production et la diffusion d'informations ancrées dans la réalité locale aident la population à mieux identifier le vrai du faux, et donc à résister à la désinformation. ■

**La proximité et la confiance sont dans l'ADN de la Fondation Hironnelle depuis 30 ans.**



*Une journaliste du Studio Kalangou en reportage dans la rue pour rapporter le quotidien des Nigérien-ne-s face à la cherté de la vie, Niamey, Niger. © Apsatou Bagaya / Fondation Hironnelle*



## REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Radio Ndeke Luka (RNL), créée en 2000 par la Fondation Hironnelle, est le média le plus écouté en République centrafricaine. Diffusant en français et en sango, RNL émet en direct 24h/24 et 7 jours sur 7 à travers une douzaine d'émetteurs FM, et collabore avec une dizaine de radios communautaires. La radio est également présente sur Canal+ Afrique et les réseaux sociaux.

En 25 ans, Radio Ndeke Luka s'est construite comme une institution de service au public, aidant à résoudre les problèmes quotidiens et vitaux dans un pays confronté à des crises et à des défis de gouvernance. Avec une équipe d'une centaine de collaborateurs-rice.s, elle produit et diffuse une variété de contenus incluant 13 rendez-vous d'information quotidiens, des débats, des émissions éducatives, de divertissement, de la musique et des magazines.

### CHIFFRES CLÉS 2024

**10** radios partenaires  
**8 790 h** de diffusion  
**120** personnes formées  
**3,2 millions** d'auditeur-rice.s hebdomadaires (2024)  
**53 000** followers sur les réseaux sociaux  
**2** langues de diffusion

**VOLUME FINANCIER 2024**  
2 184 704 CHF

### SOURCES DES FINANCEMENTS

- Union européenne
- Suisse (Contributions de projet)
- Suisse (Contribution de base DDC)
- Contrats de partenariat de communication
- UNICEF

((( ))) [radiondekeluka.org](http://radiondekeluka.org)



Un journaliste de Radio Ndeke Luka réalise un reportage à Bangui en République centrafricaine.  
© Gwenn Dubourthoumieu / Fondation Hironnelle



Une journaliste de Radio Ndeke Luka anime une table ronde dans l'un des nouveaux studio de la radio à Bangui, capitale de la République centrafricaine.  
© Gwenn Dubourthoumieu / Fondation Hironnelle

## L'INFORMATION FIABLE, VECTEUR DE COHÉSION SOCIALE ET DE PAIX EN RCA

Les tensions politiques et la crise économique et sociale ont continué d'alimenter un contexte sécuritaire instable en République centrafricaine. Dans ce contexte fragile, le rôle des médias indépendants est indispensable pour contribuer à l'avènement d'une paix durable et à la réconciliation, tant à l'échelle du pays qu'au niveau local et communautaire. Or le secteur médiatique centrafricain, caractérisé par sa fragilité technique et économique, est très exposé aux risques d'instrumentalisation géopolitique et à la vague de désinformation à laquelle fait face le pays.

Face à ces enjeux complexes, Radio Ndeke Luka (RNL) et ses radios partenaires ont développé un programme d'information et de dialogue en tenant compte de l'évolution du contexte politico-sécuritaire et des besoins des populations en matière de réconciliation et de relèvement. RNL a valorisé l'information locale, donné la parole aux communautés, établi un lien entre les décisions prises à Bangui et leurs répercussions en régions. Les sujets abordés incluent des thèmes d'importance nationale (processus de réconciliation, paix durable) et des préoccupations quotidiennes des Centrafricain-e.s (accès aux services sociaux de base, mobilité, problématiques spécifiques des minorités).

“ J'ai confiance à 100% aux informations de RNL, parce qu'elles sont sûres, véridiques et vérifiées. ”

Auditeur du quartier Mboko

RNL émet sur la fréquence 100.9 FM à partir des émetteurs installés à Bangui, Bambari, Bangassou, Beloko, Berberati, Birao, Bossangoa, Bouar, Bozoum, Bria, Mobaye, Ndeke et Obo. Sa présence sur Canal Satellite Afrique lui permet une couverture nationale. La radio peut également s'écouter en streaming à partir de son site internet.

RNL produit quotidiennement ses programmes d'information et de dialogue, en s'attachant à couvrir l'ensemble des actualités du pays. Pour être au plus près des communautés, les journalistes se déplacent et réalisent des émissions délocalisées. Des contenus spécifiques d'éducation aux médias et de fact-checking sont produits par une équipe dédiée.

En 2025 RNL poursuit ses efforts pour garantir l'accès des Centrafricain-e.s à une information fiable, indépendante et accessible, qui favorise le vivre-ensemble et la consolidation de la paix. Grâce à son action, les citoyen-ne.s développent leur compréhension des enjeux et du processus démocratique et électoral, le paysage médiatique national est renforcé et les médias contribuent activement à la lutte contre la désinformation. Afin de promouvoir une culture de l'information vérifiée au sein de la population centrafricaine, des stratégies d'éducation aux médias sont déployées pour lutter contre les fausses informations et les discours de haine.

L'équipe éditoriale de RNL bénéficie de renforcement de capacités, notamment sur la production de nouveaux formats digitaux, le travail d'investigation journalistique ainsi que sur la couverture de processus électoraux (élection présidentielle en décembre 2025). ■

“ Je vais désormais vérifier toute information avant de partager. ”

Adèle Pelé, commerçante au marché de Boubouï à Mobaye

## ÉTUDE D'AUDIENCE 2024

Une étude d'audience réalisée en deux vagues en 2022 et 2024 a montré qu'en RCA, la radio reste le moyen d'information le plus populaire, devant la télévision, avec 75 % de la population âgée de 15 ans et plus écoutant la radio au moins une fois par jour. L'enquête a révélé que la quasi-totalité des répondant-e.s a entendu parler de Radio Ndeke Luka (RNL) : en 2024, 91 % des Centrafricain.e.s ont spontanément mentionné RNL lorsqu'ils ont été interrogé-e.s sur les médias. Avec 71 % de Centrafricain-e.s déclarant l'écouter quotidiennement, RNL est la principale radio du pays et le seul média centrafricain qui produit et diffuse des informations indépendantes et professionnelles en français et en sango, dans tout le pays. Les auditeur-rice-s de RNL sont très attaché-e.s à cette radio : 92 % estiment que ses programmes sont utiles, voire indispensables (étude d'audience Immar 2024).





## RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Studio Hironnelle-RDC est un projet de la Fondation Hironnelle, implanté en République démocratique du Congo depuis 2014. Son objectif est de contribuer à la consolidation de la démocratie dans le pays à travers une meilleure implication des citoyen-ne-s congolais-e-s, notamment des femmes et des jeunes, dans la vie publique grâce à des médias professionnels et engagés.

Ses programmes, diffusés en 5 langues (français, lingala, kikongo, tshiluba, swahili) par un réseau de 147 médias partenaires, placent les populations au centre, en leur apportant une information fiable et indépendante, et en amplifiant leurs voix à travers des médias de proximité renforcés. Depuis janvier 2024, son travail s'est principalement axé sur le fact-checking et l'éducation aux médias.

### CHIFFRES CLÉS 2024

**124 radios et 23 TV partenaires**  
**28 000 followers sur les réseaux sociaux**  
**48 professionnel-le-s des médias formé-e-s**  
**1,5 million d'auditeur.rice.s hebdomadaires**  
**35 400 utilisateur.rice-s du site web**  
**5 langues de diffusion**

### VOLUME FINANCIER 2024

1 790 195 CHF

### SOURCES DES FINANCEMENTS

- Union européenne
- Suisse (Contribution de base DDC)
- Etats-Unis (ambassade)
- Contrats de partenariat de communication

((( ))) [studiohirondellerdc.org](http://studiohirondellerdc.org)



Ornelly Phanzu, journaliste de Studio Hironnelle RDC, interviewe une vendeuse dans un marché en République démocratique du Congo. © Hur Botshila / Fondation Hironnelle.

## SOUTENIR LA CULTURE DÉMOCRATIQUE ET LUTTER CONTRE LA DÉSINFORMATION

“ Grâce aux formations reçues, j’ai renforcé mes compétences en journalisme responsable. Aujourd’hui, je peux mieux vérifier les informations avant de les publier, ce qui me permet de contribuer à lutter contre la désinformation qui fragilise notre communauté. ”

Papy Mbaya, Journaliste à Tshikapa

En 2024, Studio Hironnelle RDC a produit chaque semaine deux magazines et chaque mois un débat en studio ou en public, en cinq langues (français, lingala, kikongo, tshiluba, swahili). Ces émissions abordent les principaux enjeux au niveau national et local, dont l’analyse des politiques publiques et l’engagement civique et politique des jeunes. Le Studio a développé de nouveaux formats numériques pour une diffusion sur les réseaux sociaux, notamment Facebook et YouTube, mais aussi à destination d’un public jeune sur TikTok et Instagram. À Kinshasa, Kananga, Goma, Bukavu et Lumbumbashi, les médias partenaires ont bénéficié de formations éditoriales et techniques ainsi que de formations axées sur les enjeux de gestion d’une radio communautaire. La rédaction de Studio Hironnelle RDC a bénéficié d’un appui pour affiner sa stratégie numérique. Elle a également été formée au fact-checking. En 2024, Studio Hironnelle RDC a aussi bénéficié de formations pour l’analyse de la désinformation sur les réseaux sociaux. L’année 2024 a été marquée par la mise en place d’un projet pilote permettant de détecter les appels à la haine grâce à l’intelligence artificielle sur les radios communautaires à Goma et Bukavu.

En 2025, Studio Hironnelle RDC utilise des outils numériques capables d’assurer le monitoring des fausses informations et des discours de haine en ligne. L’équipe compte accroître sa présence numérique, notamment sur Tik Tok et Instagram. Renforcer l’utilisation de l’intelligence artificielle afin de détecter les discours de haine sur les radios communautaires est également un objectif important. Des sessions de formation sont données à la fois aux journalistes du Studio et des médias partenaires. Enfin, un partenariat avec Radio Okapi, la radio de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) que la Fondation Hironnelle a contribué à créer, permet une rediffusion hebdomadaire de l’ensemble des contenus produits par Studio Hironnelle RDC, augmentant l’audience de nos productions.

Les combats entre l’armée congolaise et le groupe armé M23 se sont intensifiés à l’est du pays, forçant des centaines de milliers de personnes à se déplacer et exacerbant les tensions communautaires. Dans ce contexte, les médias congolais, déjà fragilisés faute de ressources, ont été particulièrement exposés au risque d’instrumentalisation, notamment face aux défis croissants de la mé-désinformation sur les réseaux sociaux en lien avec les enjeux de gouvernance et de paix.



Une journaliste de Studio Kalangou en enregistrement à Niamey au Niger. © Apsatou Bagaya / Fondation Hironnelle.

## MAINTENIR UNE INFORMATION INDÉPENDANTE ET ACCESSIBLE DANS UN CONTEXTE DÉMOCRATIQUE FRAGILISÉ

“ Les forums de Studio Kalangou sur les semences améliorées, les sols et les techniques culturales m’ont donné cette envie de m’expérimenter en agriculture. Et les choses se déroulent très bien. ”

Issoufou Chaibou, agriculteur

Les trois pays du Sahel central désormais regroupés au sein de l’Alliance des Etats du Sahel (AES) font face à des défis communs, sécuritaires, humanitaires, énergétiques et environnementaux. Au Niger, on observe une restriction des espaces d’expression et des libertés et droits civils, qui inquiètent les acteur.rice.s de la société civile et les défenseur.se.s des droits humains. La pression accrue sur les médias (notamment dénoncée par l’appel des 500 radios communautaires du Sahel à la protection du droit à l’information de proximité) nuit à la qualité du traitement de l’information, tandis que les rumeurs et la mé-désinformation s’intensifient.

Studio Kalangou s’est adapté à ce contexte politique et aux importantes coupes financières qui impactent les médias au Sahel, avec une refonte de sa grille de programmes.

Centré sur notre cœur d’activités, l’objectif a été de stabiliser un programme pertinent pour les audiences. La grille révisée du Studio propose un programme d’une durée réduite - une heure/jour - une offre combinée d’informations sur le modèle du journalisme de solutions, de débats, d’échos des régions et de documentaires audio. Les 5 langues de production sont maintenues car elles sont centrales pour un accès maximum aux populations dans leur diversité. L’objectif de ce cœur de programme est de rendre le média plus agile, davantage finançable et durable, sans perdre en efficacité et en qualité dans le paysage médiatique nigérien. Nous nous efforçons aussi de multiplier les sources de financement et d’obtenir des contributions de plusieurs donateurs afin de réduire les défis financiers auxquels nous pourrions être confrontés.

Studio Kalangou poursuit la mise en œuvre de sa stratégie numérique, pour renforcer sa présence auprès de certains publics cibles (jeunes, urbain.e.s). Cette stratégie repose sur le développement de formats innovants, conçus pour être directement diffusés et consultés via des téléphones mobiles avec une faible consommation de données pour les utilisateurs.

## NIGER

Studio Kalangou est un programme radiophonique quotidien sur le Niger lancé en 2016. Il propose des journaux d’informations en cinq langues (français, haoussa, zarma, tamashek et fulfuldé), des émissions culturelles, des débats, des magazines, des documentaires et des vidéos.

En 2025, 12 journalistes animent ces différents programmes, appuyé-e-s par un réseau d’une trentaine de correspondant-e-s évoluant dans les 8 régions du pays. Son réseau de diffusion comprend 30 radios partenaires privées et communautaires, permettant d’atteindre 60 % de la population nigérienne. Studio Kalangou leur apporte un appui financier et un renforcement de capacités dans les domaines journalistiques, techniques et managériaux.

### CHIFFRES CLÉS 2024

**980 h de diffusion**  
**172 professionnel.le.s des médias formé-e-s**  
**3,4 millions d’auditeur.rice.s hebdomadaires**  
**169 500 followers sur les réseaux sociaux**

### VOLUME FINANCIER 2024

1 693 175 CHF

### SOURCES DES FINANCEMENTS

- Suisse (Mandat)
- Royaume-Uni (ISF)
- Suisse (Contribution de base DDC)
- IFPIM
- Belgique (MAE)
- Allemagne (GIZ + MAE)
- République Tchèque (MAE)
- Fondation Vilette

((( ))) [studiokalangou.org](http://studiokalangou.org)







## TUNISIE PACT 2

Depuis 2020, la Fondation Hironnelle met en œuvre le volet médias du programme PACT (Participation Active des Citoyennes et Citoyens Tunisiens), en consortium avec l'organisation danoise NIRAS. Ce projet vise à agrandir l'espace civique et à favoriser le dialogue entre gouvernants et citoyen-ne-s, notamment les plus vulnérables, pour une réelle co-construction de l'action publique dans la région des hautes steppes (gouvernorats de Gafsa, Kairouan, Kasserine, Kef, Sidi Bouzid et Siliana). La phase 2 du projet a démarré en mai 2023. La Fondation Hironnelle poursuit son engagement en soutenant les médias locaux en tant qu'acteurs de la bonne gouvernance et du développement durable à l'échelle locale.

### CHIFFRES CLÉS 2024

**26** médias partenaires  
**46** professionnel-le-s des médias formé-e-s  
**30** heures de production vidéo

### VOLUME FINANCIER 2024

233 437 CHF

### SOURCES DES FINANCEMENTS

- Suisse (Mandat via NIRAS)
- Contrats de partenariat de communication



Une journaliste réalise une interview dans les rues de Kef, en Tunisie. © Lotfi Rahmouni / Fondation Hironnelle.

## FORMER, INFORMER, IMPLIQUER : DES MÉDIAS LOCAUX AU CŒUR DU DIALOGUE DÉMOCRATIQUE

La transformation politique que connaît la Tunisie depuis 2011 continue de confronter le pays à des difficultés structurelles. En réponse à cette crise, le président de la République a pris des mesures drastiques qui ont soulevé la polémique avec notamment l'entrée en vigueur d'une nouvelle constitution en août 2022. Sur le plan économique, la situation financière du pays s'est fortement dégradée. Dans ce contexte tendu, le nombre de migrant-e-s clandestin-e-s cherchant à rejoindre l'Europe a atteint des records, les mouvements sociaux se sont développés et les atteintes aux droits humains ont connu une forte augmentation.

“ Ce cycle de formation a véritablement transformé mon travail. J'ai appris à animer des débats de manière plus percutante et à utiliser le MOJO pour produire des reportages dynamiques, ce qui me permet de mettre en lumière les voix de ma communauté et de partager leurs histoires avec davantage d'impact. ”

Naima Gharsallah, Radio Twiza, Sidi Bouzid

Face à cette réalité, la Fondation Hironnelle a appuyé la création d'un réseau de 46 journalistes, qui compte près de 80 % de femmes et une moyenne d'âge comprise entre 25 et 35 ans. Formé et coaché sur les enjeux de gouvernance locale, ce réseau est présent dans 26 médias locaux et régionaux. En 2024, ces journalistes ont produit 225 contenus, dont 100 reportages vidéo. Ces contenus ont permis de faire émerger des problématiques de politiques publiques comme les difficultés d'accès aux structures de gouvernance locale ou le manque d'opportunités d'emploi pour les jeunes.

Les contenus journalistiques ont été diffusés par les médias du réseau, sur les ondes et en ligne, ainsi que sur une page Facebook dédiée. En 2024, les journalistes du réseau ont bénéficié de formations et de coaching en journalisme mobile (MOJO), animation de débats, fact-checking, et ils ont travaillé sur les questions de viabilité économique de leurs médias. Les communautés ont bénéficié de formations en communication pour s'exprimer clairement dans les médias.

La couverture journalistique par les médias locaux des projets de développement proposés par les citoyen-ne-s, les associations locales, les municipalités et les autorités, a grandement contribué à enrichir le dialogue entre ces parties. Cette démarche a également permis d'instaurer une culture de responsabilisation et de transparence au sein des projets locaux de PACT, tout en facilitant l'accès à des informations fiables et utiles pour les citoyen-ne-s, favorisant ainsi une forte demande de redevabilité.

En 2025, le programme de renforcement des capacités se poursuit, toujours à destination des communautés, pour améliorer leurs capacités à communiquer sur leurs problématiques, et à destination des médias et des journalistes, notamment sur le journalisme mobile et d'investigation. Le réseau de journalistes et de médias partenaires est maintenu, avec l'intégration de 12 nouveaux journalistes. La présence numérique est accentuée à travers la production de formats vidéo.

# L'INFORMATION FIABLE NE DOIT PAS ÊTRE UN PRIVILÈGE

« LES ÉTATS  
DOIVENT  
VÉRIFIER QUE  
LES ENTREPRISES  
NUMÉRIQUES  
NE VIOLENT  
PAS LE DROIT  
INTERNATIONAL. »



Secrétaire générale  
d'Amnesty International,  
Agnès CALLAMARD fait  
le point sur la mise en  
œuvre du droit humain  
à l'information. Dans  
un environnement  
numérique devenu  
dominant en matière  
de médias, elle pose les  
conditions d'un accès  
universel encore lointain  
à une information fiable.

Une fan de Doh Athan regarde le réseau social de Doh Athan le soir à Chiang Mai. © Hein Htet Aung / Fondation Hironnelle.



L'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) promulgue un droit de « chercher » et « recevoir » de « l'information », c'est-à-dire un droit humain de pouvoir accéder à l'information. Ce droit vous semble-t-il mis en œuvre aujourd'hui ?

**Agnès Callamard :** Le droit d'accès à l'information au sens de l'article 19 de la DUDH n'est pas effectif partout dans le monde aujourd'hui. Ce sont les Etats qui sont censés garantir ce droit en permettant à tou.te.s les habitantes, même les plus pauvres, même ceux résidant dans les zones rurales les plus éloignées, de recevoir de l'information. Aujourd'hui, nous en sommes loin. Il y a d'abord une très grande disparité d'accès aux services numériques entre pays riches et pauvres, et cette fracture numérique est une source d'inégalité devant l'accès à l'information. De plus l'environnement numérique, qui est aujourd'hui dominant en matière d'accès à l'information, se caractérise par une imensité de contenus où les utilisateur.rices sont bombardées de propagande, contre-vérités, désinformation, mensonges, violences... Cette situation de prolifération des contenus ne favorise pas leur qualité. De nombreuses études montrent que les contenus violents, sexistes, racistes ou discriminatoires sont 40 fois plus présents dans l'environnement numérique que les informations reposant sur les valeurs des droits humains. Ce n'est pas une situation idéale pour développer son esprit critique, ni pour se développer individuellement et collectivement. Cela est d'autant plus inquiétant que lorsqu'il est mis en œuvre, le droit d'accès à l'information permet la réalisation d'autres droits humains, comme le droit à la santé par exemple : le droit de savoir quels sont les risques, quels sont les traitements, etc. Durant la pandémie de Covid-19, la censure médiatique d'une cinquantaine d'Etats à commencer par la Chine a eu des conséquences sanitaires considérables.

Dans cette situation, faut-il promouvoir un droit humain d'accéder à des informations fiables ?

**L'article 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques interdit les contenus appelant « à la haine nationale, raciale ou religieuse » ou constituant « une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence ».**

Je ne le pense pas car ce n'est sans doute pas aux Etats de garantir la fiabilité d'une information : historiquement, ils ont tellement eux-mêmes usé de propagande qu'on ne peut pas leur faire confiance en la matière. Et lorsque des milliards de contenus sont publiés chaque jour, ils ne peuvent de toute façon pas tous les contrôler. C'est plutôt l'individu qui, par son esprit critique, porte la responsabilité de gérer la fiabilité de l'information qu'il reçoit. Mais pour qu'il puisse le faire, il faut s'assurer qu'il ne sera pas automatiquement soumis à des contenus qui violent le droit international. Les Etats doivent donc réguler les médias et les réseaux sociaux, en exigeant la transparence de leurs algorithmes afin de vérifier que ceux-ci ne favorisent pas des contenus qui appellent « à la haine nationale, raciale ou religieuse » ou qui constituent « une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence » : ces contenus sont en effet interdits par l'article 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Et un algorithme qui favoriserait la visibilité de ces contenus serait lui-même une violation de cet article.

Si ce n'est pas par un nouveau droit, comment faire en sorte que les humains puissent davantage accéder aux informations fiables souvent perdues dans l'océan des contenus numériques ?

Il faudrait d'abord que ces informations fiables, de même que les contenus qui reposent sur le respect des droits humains, soient plus nombreuses dans cet océan. Malgré le développement de médias d'investigation et de consortiums de journalistes qui font un excellent travail, leur production reste quantitativement marginale. Il faudrait ensuite que ces contenus soient mieux mis en valeur par les algorithmes de la Big Tech, ce qui suppose d'imposer à ces entreprises un business model qui ne viole pas les droits humains. Il faudrait également interdire la concentration capitaliste des médias aux mains d'un petit groupe d'êtres humains ou d'entreprises qui pourraient être tentées d'imposer leurs vues. Il faudrait enfin protéger les médias locaux et communautaires afin de s'assurer que toutes puissent avoir accès à une information fiable et respectant les droits humains.

## TRAVAILLER EN RÉSEAU POUR LE SOUTIEN AUX MÉDIAS

En 2024, les Pacte pour l'avenir et le Digital Compass, deux textes donnant des directions pour les 20 prochaines années à l'Organisation des Nations Unies pour un monde en paix et durable, ont été validés par l'Assemblée Générale de l'organisation à New-York. Le texte validé du Pacte contient des éléments rajoutés lors des consultations par le secteur de l'appui aux médias, notamment les références à « l'accès à une information fiable et la liberté d'expression » qui n'apparaissaient pas dans la première version. Cet effort s'est fait collectivement, notamment à travers le Global Forum for Media Development dont la Fondation est membre.

Avec ce réseau également, la Fondation Hironnelle a contribué à l'élaboration des nouveaux principes de l'OCDE pour un appui efficace aux médias, un texte important soutenu également par la Suisse. Enfin, plusieurs organisations du secteur, dont la Fondation, se sont réunies pour élaborer le *Media Viability Manifesto* : un cadre de référence et une théorie du changement communs en faveur de la viabilité économique des médias. Cette initiative vise à aborder ensemble un enjeu vital mais complexe, à définir des résultats crédibles, et à partager avec les bailleurs ce qui est effectivement réalisable et comment y parvenir.



Au procès pour crimes de guerre dans le Kasai, en République démocratique du Congo, les témoins sont protégés en étant revêtus d'une tunique qui les couvre des pieds à la tête. © Joseph Mbuyi / Justice Info.

## LA JUSTICE TRANSITIONNELLE FACE AUX NOUVEAUX ENJEUX

“ Je lis régulièrement votre newsletter et je la trouve extrêmement précieuse en tant que source d'informations indépendantes sur ce sujet crucial. J'ai trouvé le dialogue sur la situation difficile de la CPI particulièrement stimulant et pertinent. ”

Commentaire anonyme d'un lecteur envoyé à la rédaction

En 2024, la justice internationale et transitionnelle a évolué dans un paysage contrasté. Alors que les conflits en Ukraine et en Palestine ont placé la Cour pénale internationale (CPI) et la Cour internationale de Justice (CIJ) au centre des enjeux géopolitiques, la justice transitionnelle continue son évolution pour tenter d'agir sur de nouveaux domaines. Elle continue d'innover pour tenter de répondre à des enjeux contemporains majeurs : crimes environnementaux, responsabilité des entreprises, violences de genre, droits des peuples autochtones, etc.

La justice transitionnelle et internationale reste avant tout un enjeu politique : sans être exposée au regard public, elle risque l'opacité. Justice Info joue un rôle essentiel en analysant ces processus avec un regard critique et indépendant, contribuant ainsi à un débat démocratique éclairé.

Plusieurs initiatives ont marqué 2024, dont l'ouverture d'un dossier traitant des violences de genre. Justice Info a régulièrement analysé l'actualité des principales juridictions internationales (CPI et CIJ). Une manière d'éclairer leurs enjeux complexes et d'exposer les principes de cette justice globale. Une attention particulière a été portée aux processus de réparations, à travers des reportages exclusifs auprès des victimes en Géorgie, en RDC et en RCA. Dans son suivi des « angles morts » de la justice transitionnelle, une couverture de la violence des gangs et organisations criminelles a ouvert un questionnement sur ce type de violence qui affecte des dizaines de millions de personnes. La correspondante en Gambie a été une des deux journalistes du pays à se rendre en Suisse pour couvrir le procès d'Ousman Sonko, ancien ministre gambien jugé selon le principe de compétence universelle. Les 30<sup>es</sup> commémorations du génocide des Tutsis au Rwanda ont été largement couvertes. Grâce à son réseau de journalistes en Ukraine, Justice Info a continué d'offrir une couverture unique des procès liés à la guerre en cours.

La visibilité de Justice Info a augmenté de 6% pour atteindre 582 400 pages lues en 2024. 64 % de cette audience provient des moteurs de recherche, témoignant de l'efficacité de la stratégie de renforcement du SEO engagée en 2023. Une chaîne WhatsApp pilote en anglais a été lancée afin de diversifier les canaux de diffusion.

Justice Info continue d'asseoir sa place de référence et d'archive pour la recherche académique. Depuis 10 ans, le site est indiqué comme source d'au moins 1 200 articles répertoriés sur Google Scholar, dont 211 pour l'année 2024. Il est aussi cité dans la documentation officielle de la CPI.

En 2025, Justice Info fête ses dix ans. Dix années à rendre compte des évolutions de la justice transitionnelle et internationale. Cet anniversaire, qui intervient à un moment charnière pour la justice internationale, sera l'occasion de faire rayonner davantage le travail et l'expérience de Justice Info. Alors que des conflits ravivent les questions d'impunité, que les juridictions internationales sont confrontées à des défis politiques et opérationnels majeurs, et que la justice transitionnelle continue d'évoluer face aux attentes des sociétés en quête de vérité et de réparation, le rôle d'un média indépendant comme Justice Info n'a jamais été aussi essentiel. Ukraine, Israël/Palestine, Syrie, Soudan, RDC seront parmi les points chauds les plus suivis en 2025.

## JUSTICE INFO

Justice Info est le seul média international exclusivement dédié à la justice transitionnelle et internationale, accessible gratuitement et en cinq langues. Il couvre les initiatives mises en place dans les pays confrontés aux crimes les plus graves – crimes de guerre, crimes contre l'humanité, génocide – ainsi que les mécanismes judiciaires nationaux et internationaux qui les traitent. Grâce à un réseau d'une trentaine de correspondant.e.s et des productions d'expert.e.s à travers le monde, Justice Info publie chaque année plus de 400 articles, analysant les procès, commissions vérité, réparations et autres démarches de justice. Son objectif est de rendre ces processus plus compréhensibles et accessibles, d'encourager le dialogue entre leurs acteur.rice.s et d'offrir un regard critique et indépendant sur leur impact.

### CHIFFRES CLÉS 2024

**456** articles publiés  
**24** journalistes formé.e.s  
**30** correspondant.e.s internationaux  
**127 000** followers réseaux sociaux

### VOLUME FINANCIER 2024

468 447 CHF

### SOURCES DES FINANCEMENTS

- Suisse (Contribution de base DDC)
- Fondation Isocrate
- Fondation privée anonyme
- Donateurs privés

justiceinfo.net





## MADAGASCAR STUDIO SIFAKA

Studio Sifaka est une organisation non gouvernementale (ONG) malgache à but non lucratif, officiellement créée le 19 juin 2021. Cette organisation concrétise la volonté des membres du projet « Studio SIFAKA : Tracer la voie de la paix à travers la voix des jeunes » de poursuivre les actions initiées en 2019 avec la Fondation Hironnelle et le PNUD Madagascar, grâce au financement du Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix (PBF).

Dans le cadre du partenariat avec la Fondation Hironnelle, la mission de Studio Sifaka est de contribuer à un meilleur accès à des informations pour les jeunes femmes et les jeunes hommes malgaches sur l'emploi, l'éducation et la formation, la santé, l'environnement, les initiatives du secteur privé et de la société civile sur l'entrepreneuriat et l'innovation.

Pour cela, le programme radiophonique de 2 heures quotidien contient un journal d'information national et régional ainsi que des magazines et émissions thématiques, de dialogue et de la musique. C'est une offre quotidienne unique en son genre à Madagascar qui est diffusée par un réseau national de 55 radios partenaires réparties sur l'ensemble de la Grande Ile.

### CHIFFRES CLÉS 2024

**732 h** de diffusion  
**292** professionnel-le-s des médias formé-e-s  
**55** radios partenaires  
**94 000** followers réseaux sociaux

### VOLUME FINANCIER 2024

262 558 CHF

### SOURCES DES FINANCEMENTS

- Suisse (Contribution de base DDC)
- FEDEVACO
- Fondation Baur
- Union européenne
- Fondation Aide à l'enfance
- Fondation Daster Schild Stiftung
- Fondation Madeleine

studiosifaka.org



Haingombaliha Tsantanahary, 29 ans, prépare les actualités du jour en malgache et en français avec ses collègues au Studio Sifaka, le 5 septembre 2024. © iAko M. Randrianarivelo / Fondation Hironnelle.

## INFORMER LA JEUNESSE MALGACHE POUR RENFORCER LES DROITS CIVIQUES

“ Assister à cette formation est un grand avantage pour moi. Avant je n'avais pas le courage de mener un débat. Je vais mettre en pratique toutes les connaissances que j'ai acquises. Je sens maintenant que j'ai assez de courage pour mener de tels débats. ”

Hélène, journaliste participante à une formation de Studio Sifaka à Fianarantsoa

En 2024, Madagascar a été confronté à des pénuries d'eau et des coupures d'électricité d'une ampleur inédite. Ces interruptions ont entraîné l'arrêt des pompes du réseau d'eau, forçant de nombreux quartiers d'Antananarivo à recourir à des sources d'eau non sécurisées. Par ailleurs, le pays a également traversé une période de tensions politiques et sociales marquée par la perte de la majorité parlementaire par le parti au pouvoir lors des élections législatives de mai, suivie des élections municipales à la fin de l'année qui ont ravivé les divisions politiques à l'échelle locale. L'accès à une information fiable, dans ce contexte, a été fragilisé.

En 2024, Studio Sifaka a renforcé son engagement en matière d'information et de sensibilisation à Madagascar. Une évaluation interne a optimisé l'organisation et la stratégie éditoriale. Le projet Santé NaKa soutenu par la FEDEVACO, a permis de produire 192 émissions abordant des thématiques de santé variées, accompagnées d'ateliers et de formations en média training pour les professionnel-le-s du secteur. Des rencontres entre journalistes et acteur-ric-e-s de la société civile ont permis d'échanger sur des sujets tels que la santé mentale et la lutte contre le VIH/SIDA. Parallèlement, Studio Sifaka a entamé sa candidature au Journalism Trust Initiative, une norme reconnaissant le professionnalisme des médias.

Le projet Liberté d'Expression à Madagascar, mis en place avec Internews, a permis de produire des émissions et des débats sur des thématiques comme la gouvernance et la santé. Avec l'UNICEF, des clubs de jeunes reporters ont été créés et les productions ont été largement diffusées. Enfin, le programme de lutte contre le harcèlement envers les femmes journalistes, soutenu par l'UNESCO, a permis de mettre en place des formations et des sensibilisations à la prévention des violences sexistes.

Studio Sifaka a agrandi son réseau de partenaires de diffusion en 2024 : il est passé de 50 à 55 radios, permettant ainsi de couvrir les 24 régions soit près de 63 % de la population de Madagascar (16,8 millions de personnes). La collaboration avec l'entreprise sociale Viamo a permis de diffuser une partie des contenus, choisis par la rédaction, sur un numéro téléphonique gratuit disponible sur tout le territoire national.

Une étude publiée début 2024 montre un fort engagement civique au sein de l'audience de Studio Sifaka, avec une attention portée aux enjeux politiques et communautaires. L'écoute de l'émission « Débat de Jeunes » a favorisé les discussions politiques, la participation à des réunions locales et une compréhension du processus électoral. Les répondant-e-s indiquent une influence positive des émissions sur des thèmes comme l'employabilité, la formation et la prise de décision collective.



Nang Moet Moet, secrétaire générale de la Ligue des femmes de Birmanie, donne une interview pour le contenu vidéo de Doh Athan à son bureau de Chiang Mai. © Hein Htet Aung / Fondation Hironnelle.

## DROITS HUMAINS AU MYANMAR : FAIRE ENTENDRE LES VOIX DE TOUTES LES POPULATIONS

“ Doh Athan me pousse à adopter d'autres perspectives. L'interview avec le déserteur, qui croyait agir pour le bien, était particulièrement éclairante : c'est une perspective que je n'avais jamais vue dans d'autres médias. ”

Témoignage d'un défenseur des droits humains au Myanmar

La fragile expérience démocratique du Myanmar a été anéantie par un coup d'État militaire en février 2021. Depuis, plus de 27 000 personnes civiles ont été arrêtées par la junte et plus de 6 000 ont été tuées. La résistance armée s'est répandue dans tout le pays, entraînant le déplacement de plus de 3 millions de personnes. Les journalistes courent de grands risques à l'intérieur du pays, le régime étant considéré comme celui qui emprisonne le plus ses journalistes par rapport à sa population. Dans ce contexte difficile, en 2024, Doh Athan a produit des podcasts consacrés aux droits humains en birman et en anglais. Le podcast a mis en lumière l'impact du conflit, suite au coup d'État en 2021, sur la vie des citoyen-ne-s du Myanmar, abordant des thématiques telles que leurs moyens de subsistance, leur santé, leurs emplois et leur éducation. Il a documenté les difficultés rencontrées par ces dernier-e-s ainsi que par les groupes marginalisés confrontés à la discrimination et aux violations des droits humains. De plus, il a permis de rendre compte de parcours de migrant-e-s et réfugié-e-s birman-e-s à l'étranger. Le programme de discussion *Doh Athan Doh Talk*, lancé en 2023, donnant la parole à des expert-e-s, universitaires et activistes, a continué d'être produit. En 2024, Doh Athan a travaillé avec 3 partenaires médiatiques locaux et des journalistes *freelance*, tous rémunérés. Cela a contribué à soutenir les médias du Myanmar, tout en améliorant leurs compétences et en offrant au public des reportages provenant de différentes régions du pays. Cette collaboration a été accompagnée d'un coaching réalisé par une conseillère éditoriale de la Fondation Hironnelle.

En 2025, la Fondation Hironnelle poursuit son engagement en accompagnant Frontier Myanmar dans son développement d'un modèle économique durable et en faveur de contenus de qualité toujours pertinents pour son audience. Dans ce cadre, notre collaboration évolue. Le podcast sera désormais produit à 100% par l'équipe de Frontier Myanmar avec ses partenaires médias. Ceci intervient alors que Doh Athan a trouvé sa place dans l'espace informationnel birman, en témoignant la progression de son audience et la reconnaissance de sa qualité éditoriale avec le "Human Rights Press Award" décerné à Taipei en 2024. Par ailleurs, le programme *Doh Athan Do Talk* a été remplacé par un nouveau long format hebdomadaire, *What's happening in Myanmar*, afin d'offrir une approche renouvelée du podcast.

## MYANMAR DOH ATHAN

Depuis 2017, la Fondation Hironnelle et Frontier Myanmar collaborent pour produire et diffuser Doh Athan (« Nos voix »), un podcast dédié aux questions de droits humains. Frontier Myanmar est un magazine d'information en ligne multi-primé qui couvre l'actualité du pays. C'est l'un des premiers médias à avoir développé un modèle d'adhésion payant et une communauté avec le public comme stratégie de viabilité financière. A ce titre Doh Athan est le premier podcast produit en langue birmane. Suite au coup d'État de 2021, la plupart de ses collaborateur-ric-e-s travaillent en exil, en s'appuyant sur un réseau de reporters et de partenaires médiatiques issus de divers États, régions et groupes ethniques du pays.

### CHIFFRES CLÉS 2024

**50** podcast en birman,  
**47** en anglais  
**16 h** de diffusion  
**+ 132 700** followers réseaux sociaux  
**10** professionnel-le-s des médias formé-e-s  
**3** médias partenaires

### VOLUME FINANCIER 2024

329 048 CHF

### SOURCES DES FINANCEMENTS

- Suisse (Contribution de base DDC)
- Fondation Büchi
- Fondation Temperatio





# FAVORISER LE DIALOGUE ET LA COHÉSION SOCIALE



Donner à entendre toutes les voix, notamment les plus marginalisées. Utiliser tous les canaux de diffusion afin d'atteindre toutes les populations, notamment les plus excentrées. Telles sont les contributions de la Fondation Hironnelle à la cohésion des sociétés et à la paix.

La voix off de la radio de Grad TV enregistre un lancement, dans les studio de Grad à Odessa. © Florent Vergnes / Fondation Hironnelle

## LES MÉDIAS, ESPACES DE DIALOGUE

Lorsque les citoyen-ne-s ne disposent pas d'un espace sûr pour s'exprimer, la confiance s'effrite et les tensions s'exacerbent. La Fondation Hironnelle développe des médias inclusifs, donnant la parole à toutes les composantes de la société. Nos programmes encouragent la participation au débat public et offrent des plateformes où chacun peut s'exprimer et contribuer à des solutions collectives. Pour atteindre un large public, nous combinons divers canaux : radio, télévision, réseaux sociaux, sites web et services interactifs comme WhatsApp ou des numéros d'appel gratuits.

## RESTAURER LA CONFIANCE À TRAVERS L'ÉCHANGE

Construire une société passe par l'écoute de toutes ses composantes. En proposant un journalisme non partisan et accessible, nos médias offrent aux citoyen-ne-s l'opportunité d'exprimer leurs préoccupations, d'interpeller les décideurs et de comprendre des points de vue divergents. Le dialogue favorisé par nos médias renforce la confiance dans des solutions pacifiques et concertées aux crises et défis quotidiens. Être entendu-e, c'est retrouver sa place dans la société et croire en la possibilité de solutions communes non violentes.

## DES MÉDIAS AU SERVICE DE L'INCLUSION

**La Fondation Hironnelle développe des médias inclusifs, donnant la parole à toutes les composantes de la société.**

Nous œuvrons pour que les voix marginalisées, notamment celles des femmes, des jeunes et des populations rurales, soient entendues dans les débats publics et les processus de paix et de délibérations publiques. Nous permettons à ces groupes d'être pleinement impliqués dans les discussions politiques ainsi que dans les débats sur toutes les questions publiques et de vie quotidienne. Plus qu'un simple accès à l'information, nous veillons à une représentation équilibrée et à une réelle implication de tou-te-s, pour diversifier les points de vue et promouvoir une société plus équitable. Un journalisme professionnel, équilibré et inclusif permet ainsi de restaurer la confiance et de renforcer le tissu social.

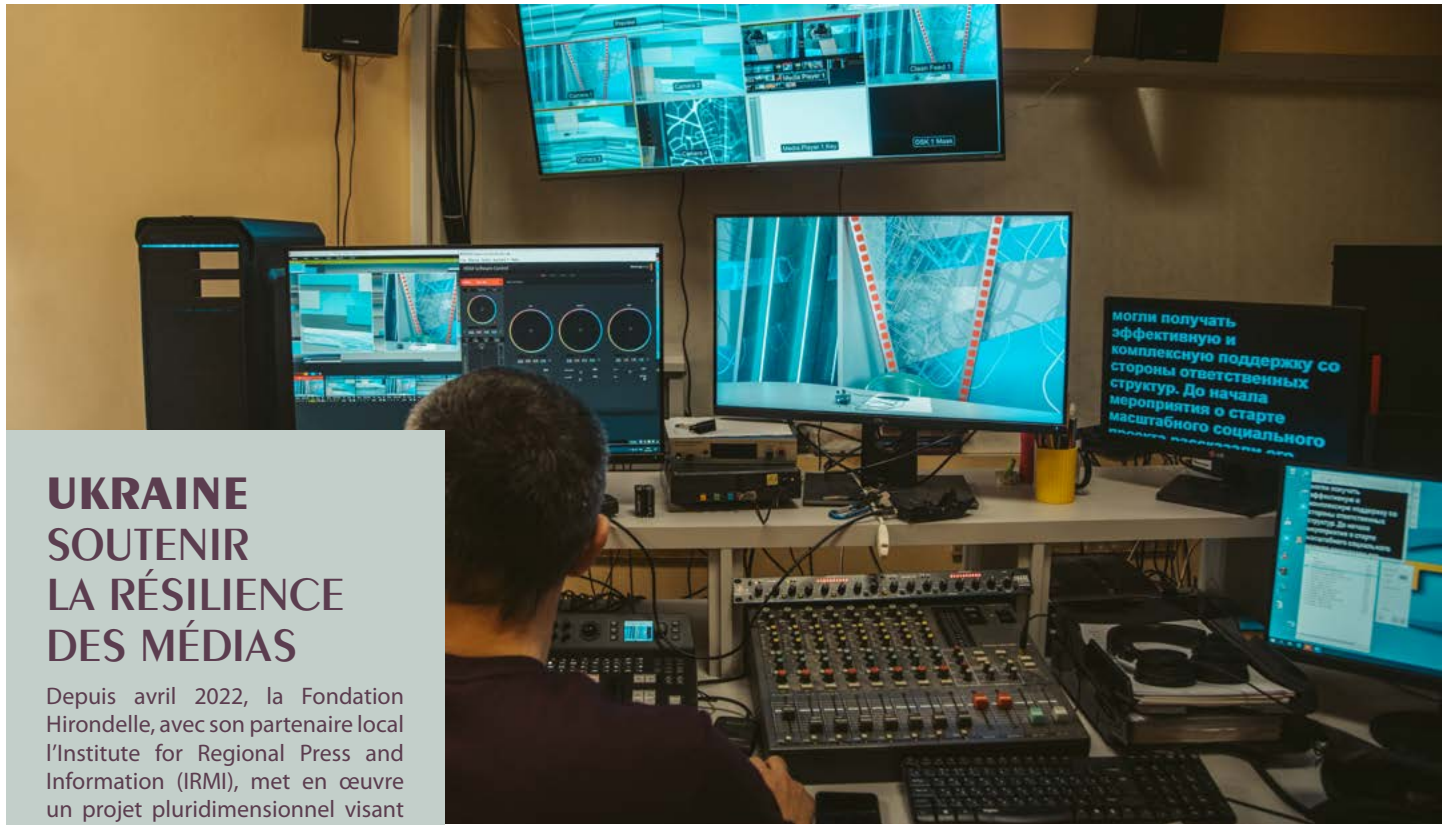


Régis Banguima, journaliste de Radio Ndeke Luka, réalise un reportage à Bangui, capitale de la République centrafricaine, le 12 décembre 2023. © Gwenn Dubourthoumieu / Fondation Hironnelle

Dans des contextes fragiles comme le Mali ou l'Ukraine, nos initiatives médiatiques jouent un rôle crucial en renforçant les liens communautaires et en promouvant la paix. En Ukraine, face aux défis posés par le conflit en cours, nous collaborons avec l'International Institute for Regional Media and Information (IRMI) pour soutenir les médias locaux. Une étude sociologique menée en 2024 a recueilli les points de vue de 2 391 participant-e-s dans 23 communautés, révélant que les médias locaux sont perçus comme mieux à même de répondre aux besoins d'information de la population que les médias nationaux, souvent considérés comme éloignés de la réalité locale. Ces résultats soulignent le rôle essentiel des médias locaux dans la promotion de la cohésion sociale en donnant la parole au plus près des concerné-e-s, et la nécessité de renforcer la capacité des journalistes à fournir des informations fiables et pertinentes.

**Dans des contextes fragiles comme le Mali ou l'Ukraine, nos initiatives médiatiques jouent un rôle crucial en renforçant les liens communautaires et en promouvant la paix.**





## UKRAINE SOUTENIR LA RÉSILIENCE DES MÉDIAS

Depuis avril 2022, la Fondation Hironnelle, avec son partenaire local l'Institute for Regional Press and Information (IRMI), met en œuvre un projet pluridimensionnel visant à appuyer les médias ukrainiens. L'objectif est de fournir à la population des territoires occupés et aux personnes déplacées internes (Est et Sud-Est), un accès à des informations fiables sur des sujets d'intérêt public, humanitaires et sociaux, ainsi que des contenus axés sur la justice concernant les crimes de guerre.

Le renforcement éditorial, managérial et financier de 23 médias locaux est l'épicentre d'un mentorat ancré dans les réalités de nos partenaires, qui permet d'évaluer en continu les besoins prioritaires des journalistes et responsables de médias et d'y répondre. Dans un but essentiel : leur survie, par l'adaptation de leur mission d'information aux contraintes existentielles de la guerre.

### CHIFFRES CLÉS 2024

**23 médias partenaires**  
**93 contenus sur les procès pour crimes de guerre**  
**134 professionnel-le-s des médias formé-e-s**

**VOLUME FINANCIER 2024**  
1 577 464 CHF

### SOURCES DES FINANCEMENTS

- Chaîne du Bonheur
- Suisse (Contribution de base DDC)
- Fondation Aiuto
- Fondation Michalski
- Fondation Sandoz
- Fondation Sauvain Petit Pierre



Maksim, chef opérateur de Grad TV, réalise en direct l'émission sur son poste de montage, à Odessa. @ Florent Vergnes / Fondation Hironnelle.

## RENFORCER LE LIEN ENTRE MÉDIAS ET AUDIENCES EN TEMPS DE GUERRE

« Grâce à la qualité de votre appui, nous n'avons pas seulement survécu, nous nous sommes concrètement renforcé-e-s et sommes devenu-e-s une seule famille médiatique. »

Svitlana Karpenko, Rédactrice-en-chef du journal *Trudova Slava* (Orikhiv)

exacerbées par la guerre. Ces résultats ont permis aux médias partenaires d'adapter leurs contenus, d'intégrer davantage de témoignages citoyens et de proposer une information plus proche des réalités locales.

Un autre axe majeur du projet a été le renforcement de la couverture des procès pour crimes de guerre. Un réseau de journalistes spécialisés a été soutenu par l'équipe de Justice Info, média d'information spécialisé sur les questions de justice transitionnelle et justice internationale créé et géré par la Fondation Hironnelle, pour documenter ces procédures avec rigueur et indépendance. Une avancée clé a été la visibilité accrue de la parole de la défense, contribuant ainsi à un traitement plus équilibré et conforme aux standards du journalisme judiciaire. Enfin, les synergies entre les 23 médias partenaires ont pris une nouvelle dimension en 2024. Au-delà du partage de contenus, plusieurs collaborations éditoriales ont émergé, aboutissant à des productions communes. Cette dynamique a non seulement renforcé la cohésion entre les rédactions, mais aussi consolidé leur rôle en tant qu'acteurs essentiels du lien social dans un contexte de guerre.

En 2024, les médias partenaires ont diffusé des informations vitales sur la sécurité et l'accès aux services de base, renforçant la résilience des populations. Leur couverture des procès pour crimes de guerre a amélioré la compréhension des enjeux judiciaires et donné plus de place à la défense. L'adoption de formats interactifs, comme les vidéos courtes, et le journalisme de solutions, ont renforcé la confiance des audiences et consolidé le rôle des médias locaux dans le débat public.

En 2025, la Fondation Hironnelle, en concertation avec IRMI, NUJU (Union des journalistes ukrainiens) et Justice Info, intensifie son engagement en Ukraine pour garantir l'accès à une information fiable et utile aux populations les plus touchées par la guerre.

Depuis 2022, la Fondation Hironnelle accompagne les médias ukrainiens pour leur permettre de continuer à informer les populations malgré la guerre. Face aux destructions, aux déplacements de rédactions et à l'effondrement des ressources financières, l'appui s'est concentré sur le maintien de leur activité, l'adaptation aux nouveaux formats numériques et le renforcement de leur rôle dans la cohésion sociale. En 2024, la Fondation Hironnelle a renforcé son engagement en Ukraine. L'étude *Reconnecting Audiences*, menée auprès des communautés locales, a révélé les attentes du public face aux médias régionaux et les fractures sociales



Une journaliste de Studio Yafa enregistre un papier dans le studio, à Ouagadougou. @ Olympia de Maismont / Fondation Hironnelle.

## UNE INFORMATION LOCALE, FIABLE ET MULTILINGUE, AU SERVICE DES BURKINABÈ

« Grâce aux programmes du Studio Yafa, on connaît la réalité de certaines localités inaccessibles. »

Auditeur à Mangodara

Dans ce contexte, Studio Yafa a accompagné les jeunes, les femmes et les personnes vulnérables à travers des programmes tels que « Yafa célèbre la femme », « Yafa à l'école », « Yafa au champ » et des chroniques de sensibilisation sanitaire. Il a poursuivi son programme humanitaire en faveur des personnes déplacées internes, tout en coproduisant, avec Studio Tamani (Mali) et Studio Kalangou (Niger), des contenus diffusés en 12 langues par 202 radios et 12 télévisions, atteignant 7 millions d'auditeur-ice-s.

Studio Yafa a également organisé une série de formations sur les fausses informations, le fact-checking et les techniques de prise de parole en public et dans les médias. En octobre, Studio Yafa a obtenu la certification Journalism Trust Initiative (JTI). Plus de 80 % des auditeur-ice-s interrogé-e-s lors de *focus groups* ont exprimé leur satisfaction et confiance dans les contenus produits par le Studio Yafa (étude AGEXS Afrique). Lors d'écoutes collectives organisées par les relais communautaires, 90 % des personnes présentes affirment que les productions ont permis de renforcer la cohésion sociale.

En 2025, Studio Yafa sensibilisera le public à une utilisation responsable et critique des contenus disponibles en ligne et sur les réseaux sociaux. Une cellule spécialisée sera mise en place pour surveiller et analyser les discours de haine et les fausses informations, jouant un rôle clé dans la sensibilisation du public face aux risques liés à la désinformation.

## BURKINA FASO

Actif au Burkina Faso depuis 2018, Studio Yafa fournit des informations et des espaces de dialogue sur la vie sociale et politique du pays à travers la production de programmes multi-média (radio, TV et vidéo) dédiés aux jeunes, aux femmes et aux personnes vulnérables. Les magazines et débats de Studio Yafa sont produits en cinq langues - mooré, dioula, fulfuldé, gulmancema et français - par une équipe de journalistes, traducteur-ice-s et technicien-ne-s appuyé-e-s par des correspondant-e-s des 38 radios partenaires réparties dans tout le pays.

Les activités de Studio Yafa sont mises en œuvre en partenariat avec l'Union Nationale de l'Audiotvisuel Libre du Faso (UNALFA), MOUSSO NEWS (média en ligne spécialisé sur le genre), FASOCHECK (association de journalistes spécialisée dans le fact-checking), le Laboratoire Citoyennetés et l'Institut Général Tiémoko Marc Garango pour la Gouvernance et le Développement (IGD).

### CHIFFRES CLÉS 2024

**459 h de diffusion audio et 11 h de vidéo**  
**160 professionnel-le-s des médias formé-e-s**  
**152 270 followers réseaux sociaux**

**VOLUME FINANCIER 2024**  
1 881 485 CHF

### SOURCES DES FINANCEMENTS

- Union européenne
- Suisse (Contributions de projet + mandat)
- Suède (SIDA)
- Suisse (Contribution de base DDC)
- Royaume-Uni (ISF)
- Contrats de partenariat de communication
- Pays-bas (MAE)
- Fondation Daster Schild Stiftung
- République Tchèque (MAE)
- Fondation Aide à l'enfance

studioyafa.org







## MALI

Studio Tamani est un programme radiophonique quotidien de trois heures et demi pour informer et faire dialoguer « Toutes les voix du Mali ». Depuis août 2013, en partenariat avec l'Union des radios et télévisions libres du Mali (URTEL), il propose des journaux d'informations en 5 langues (français, bambara, peulh, tamasheq, sonhaï), une grande émission de débat et des magazines d'actualité ou thématiques. Tous les contenus sont produits par une rédaction de 43 journalistes et technicien-ne-s malien-ne-s basé-e-s à Bamako, et un réseau de 45 correspondant-e-s dans tout le pays. En 2024, les productions ont été diffusées par un réseau de 83 radios et 3 télévisions partenaires à travers le Mali, et relayées sur le site web, les réseaux sociaux de Studio Tamani et un service téléphonique gratuit.

### CHIFFRES CLÉS 2024

**1 118 h** de diffusion  
**175** professionnel-le-s des médias formé-e-s  
**3,4 millions** d'auditeur.rice.s hebdomadaires  
**540 000** visiteur.se.s sur le site internet  
**242 000** followers réseaux sociaux

**VOLUME FINANCIER 2024**  
1 807 154 CHF

### SOURCES DES FINANCEMENTS

- Union européenne
- Royaume-Uni (ISF)
- Suisse (Contribution de base DDC)
- Suisse (Contributions de projet)
- Espagne (ambassade)
- Contrats de partenariat de communication
- République Tchèque (MAE)

((( ))) [studiotamani.org](https://studiotamani.org)



Un journaliste de Studio Tamani interviewe un homme sur les berges du fleuve Niger à Ségou au Mali. © Florent Vergnes / Fondation Hironnelle.

## UN MÉDIA AGILE, CAPABLE DE S'ADAPTER AUX BESOINS EN INFORMATION DES POPULATIONS

“ Quand j’ai entendu que *Studio Tamani* délocalisait son émission de débat chez nous à Koulikoro, j’étais très content. Et quand j’ai reçu l’invitation pour participer au débat sur la fermeture des écoles, j’étais encore plus content. Parce que *Studio Tamani* est une fierté pour nous. ”

Dramane Traoré, parent d’élèves à Koulikoro

certaines émissions. En 2024, la rédaction a notamment suivi le dialogue inter-malien en mai à Bamako, ainsi que des événements culturels et économiques comme Ag Na à Koulikoro et FestiDibi à Bamako. Hors de la capitale, Studio Tamani a relayé les préoccupations locales via ses correspondant.e.s et émissions délocalisées. À Niono, la rédaction a mis en lumière la marginalisation des femmes et l’ouverture de la campagne agricole. Chaque mois, plus de 300 productions ont été réalisées en 5 langues.

Dix formations ont été organisées au cours de l’année, pour un total de 175 participant.e.s, sur les thèmes tels que la vérification des faits, le journalisme sensible au conflit et les techniques de base du journalisme. A Ségou, Sikasso, Mopti et Kayes, des représentant.e.s de 68 radios partenaires ont bénéficié d’un coaching sur la programmation et analyse de grille de programmes dans le cadre de la gestion d’une radio.

En 2024, trois nouvelles émissions ont vu le jour. Le Club Tamani, magazine de 45 min diffusé le vendredi soir et rediffusé le dimanche, aborde culture, sport et médias, avec une revue de presse et une chronique d’éducation aux médias essentielle face à la désinformation. En avril, une émission de décryptage de l’actualité a été lancée. En juillet, la diffusion de magazines et reportages via WhatsApp a débuté, élargissant l’audience au-delà de la radio et facilitant l’interaction et les retours d’expérience des auditeur.rice.s.

En 2025, le Studio Tamani finalisera deux chantiers : la réorganisation de son équipe avec un recentrage sur un cœur de programme financièrement soutenable, pertinent et de qualité ; et l’achèvement de la mise en place du desk numérique. Les formats tels que les podcasts et les vidéos courtes, développés en 2024 pour valoriser nos savoir-faire et accroître notre audience sur les réseaux sociaux, seront étendus.

En 2024, la restriction des espaces d’expression s’est poursuivie au Mali avec la suspension au mois d’avril des activités des partis politiques et associations. Suspension assortie d’une interdiction faite aux médias de couvrir toute activité organisée par ces partis et associations. Cette mesure a été levée en juillet, après la tenue du dialogue inter-malien au mois de mai. La cherté de la vie et l’insécurité ont continué d’affecter les conditions de vie des populations, tout comme la crise de l’électricité. Les attaques contre l’aéroport et l’école de gendarmerie de Bamako, revendiquées par un groupe lié à Al-Qaïda, ont montré la fragilité du pays face à la menace des groupes terroristes.

Dans ce contexte, Studio Tamani a poursuivi sa mission de fournir une information fiable et utile aux populations maliennes, en adaptant son approche ou le format de



Un vendeur ambulant de journaux dans les rues de Cotonou, capitale du Bénin. @ Kambou Sia / AFP.

## DES MÉDIAS POUR UNE SOCIÉTÉ CIVILE RENFORCÉE AU BÉNIN

Le paysage médiatique béninois est marqué par un réel dynamisme et une grande diversité d’acteur.rice.s. Les journalistes doivent toutefois composer avec un cadre législatif contraignant et des influences politiques compliquant l’exercice de leur métier. Dans un contexte où les mécanismes d’autorégulation peinent à s’imposer, les conditions de travail restent précaires, ce qui peut pousser à l’auto-censure et compromettre l’indépendance des médias.

Dans le cadre de son nouveau projet au Bénin, la Fondation Hironnelle a développé des partenariats clefs, notamment avec la FeRCAB (Fédération des Radios Communautaires et Assimilées du Bénin), déjà partenaire d’un projet multi-pays visant à lutter contre la désinformation pendant la pandémie de Covid-19 (2020-2021), mais aussi avec Ekôlab, laboratoire pour un journalisme de qualité en Afrique de l’Ouest. La Fondation Hironnelle, en étroite collaboration avec ses partenaires, se fixe un double objectif. Le premier est d’accompagner les médias locaux à collaborer de manière efficace avec des organisations de la société civile (OSC) et à rendre compte des préoccupations des citoyen-ne.s. Le second objectif vise à améliorer l’accès des populations à des contenus médiatiques de proximité portant sur des questions de développement local et leur participation à ces programmes. Cela inclut les contenus visant à promouvoir l’égalité de genre, la gouvernance, la conscience du changement climatique et environnemental.

En 2025, la Fondation Hironnelle poursuivra le projet MéSoCiR par un programme de formation des radios membres de la FeRCAB en matière de techniques journalistiques, de production de contenus et de gestion des médias. Des formations plus spécifiques seront proposées en fonction des besoins identifiés, notamment aux femmes du Réseau des femmes de la FeRCAB et aux OSC partenaires, sur des thématiques comme les usages du numérique, le plaidoyer, les techniques de communication, le développement local et le genre. Des ateliers d’éducation aux médias seront organisés à destination des jeunes de 10 à 15 ans, afin de les sensibiliser aux usages de l’information, à la fabrique des contenus médiatiques et au rôle d’une information indépendante, responsable et inclusive.

## BÉNIN

En septembre 2024, la Fondation Hironnelle a lancé un nouveau projet : MéSoCiR (Médias pour une Société Civile Renforcée), visant à soutenir les capacités de plaidoyer de la société civile béninoise. Ce projet soutenu par l’Union européenne met l’accent sur la diffusion d’une information indépendante, responsable et inclusive, en plaçant les citoyen-ne.s béninois-e.s au cœur du débat public.

### CHIFFRES CLÉS 2024

**18** radios partenaires  
**23** professionnel-le-s des médias formé-e-s au fact-checking  
**3** études réalisées (éditoriale, technique et management)  
**8** départements du pays couverts

**VOLUME FINANCIER 2024**  
53 034 CHF

### SOURCES DES FINANCEMENTS

- Suisse (Mandat via GFA)
- Union européenne
- Contrats de partenariat de communication
- Suisse (Contribution de base DDC)



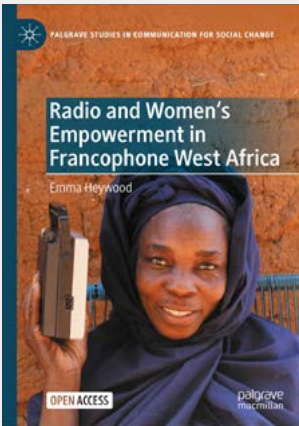
# CONNAÎTRE NOS AUDIENCES POUR UN MEILLEUR IMPACT : RECHERCHE ET MÉDIAS



Pilier stratégique de la Fondation Hironnelle, la politique de recherche permet à notre organisation de produire des analyses sur un monde des médias en mutation rapide, au Sud comme au Nord. Parmi nos résultats significatifs cette année, la publication d'un ouvrage relatif à l'impact de nos programmes radio sur l'autonomisation des femmes au Sahel, et un usage de l'IA pour accélérer la diffusion d'informations fiables.

Lucie Sissira, enquêtrice formée par la société Immar, réalise une enquête d'impact pour la Fondation Hironnelle à Obo, à l'extrême sud-est de la République centrafricaine. © Gwenn Dubourthoumieu / Fondation Hironnelle.

Une bonne partie de l'année 2024 a été consacrée à l'élaboration de notre stratégie pour les quatre années suivantes. La recherche y est pleinement reconnue comme un des piliers stratégiques. L'objectif est de permettre à l'organisation de cultiver son expertise et sa capacité à générer des savoirs. Dans un monde en pleine mutation, l'ambition est de renforcer la capacité de la Fondation Hironnelle à être plus proactive et prescriptive dans ses apprentissages pour mieux faire le lien avec ses priorités. Parmi celles-ci, on compte par exemple la (re)construction de la confiance, de la cohésion sociale et de la citoyenneté et les conditions de la viabilité des médias en contextes fragiles ; l'interaction de ces défis avec d'autres défis globaux tels que le changement climatique, l'augmentation des inégalités, le rétrécissement de l'espace civique ; les nouvelles façons d'interagir avec l'information, les médias digitaux, de l'hybridité des environnements informationnels (hors-ligne/ en ligne), le développement de l'intelligence artificielle et les besoins d'éducation aux médias.



Parmi les résultats qui jalonnent cette année 2024, on relèvera notamment la publication du livre du Dr. Emma Heywood intitulé "Radio and Women's Empowerment in Francophone West Africa" publié chez Palgrave Macmillan.<sup>1</sup>

Cet ouvrage livre les fruits de nombreuses recherches menées avec la Fondation Hironnelle au Sahel depuis 2018. Ces recherches ont comparé les points de vue d'audiences, de journalistes et d'expert.e.s avec des analyses détaillées du contenu des émissions produites par Studio Tamani au Mali, Studio Kalangou au Niger et Studio Yafa au Burkina Faso. Le rôle de ces radios est examiné sous l'angle d'un éventail de sujets : engagement politique des femmes, femmes et finances, vie conjugale, question des déplacées internes et des traumatismes...

Ces recherches montrent que nos studios ont défendu l'autonomisation des femmes en rendant leurs voix centrales dans les reportages radio, contribuant ainsi à la normalisation des questions relatives aux femmes.

Toutefois, les médias peuvent également consolider le statu quo et les discriminations sexistes en ne questionnant pas certains stéréotypes, ou simplement en continuant à accorder beaucoup plus de temps d'antenne aux hommes, renforçant ainsi l'acceptation d'une domination masculine qui se perpétue.

**Ces recherches montrent que nos studios ont défendu l'autonomisation des femmes en rendant leurs voix centrales.**

L'autrice souligne que beaucoup reste à faire en termes de recherches pour mieux comprendre le rôle des médias dans la promotion des droits des femmes, en fonction des contenus diffusés, des formats et plateformes utilisés, des personnes impliquées en tant que producteur.rices, rédacteur.rices, présentateur.rice.s ou invité.e.s. Elle conclut qu'à l'heure où les acteurs médiatiques des trois pays repensent leur profession face à la détérioration de la situation sécuritaire et aux défis socio-économiques, l'évolution du rôle des femmes dans ces contextes dominés par les hommes ne peut être sous-estimée. ■

## HACKATHON DE L'EPFL : L'IA AU SERVICE DE LA DIFFUSION D'INFORMATIONS FIABLES

En partenariat avec Hestia.ai, société suisse spécialisée dans l'intelligence artificielle (IA), nous avons remporté le prix de l'idée la plus innovante au premier PeaceTech Hackathon organisé par l'EPFL (Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne). Nous sommes partis du constat que la propagation de rumeurs est rapide, peu coûteuse et peut avoir des conséquences mortelles, en particulier sur les populations confrontées à une crise. Le défi était donc d'utiliser l'IA pour amplifier la diffusion sur les réseaux sociaux d'informations fiables et vérifiées, produites par des journalistes locaux et professionnels. En moins de 30 heures, une équipe pluridisciplinaire d'étudiant.e.s a relevé ce défi complexe proposé par la Fondation Hironnelle et a réussi à développer un prototype fonctionnel de chaîne d'agents d'intelligence artificielle permettant de : 1) récupérer des podcasts produits par les médias de la Fondation Hironnelle ; 2) les transcrire en texte ; 3) les résumer ; 4) en tirer des listes de points clefs ; 5) identifier les questions auxquelles ces contenus apportent des réponses ; et 6) combiner ces éléments pour produire des posts à publier sur les réseaux sociaux. Ces derniers passant par l'inévitable validation par l'intelligence humaine de journalistes avant qu'ils ne soient effectivement postés.

La Fondation Hironnelle va continuer à explorer les façons d'intégrer au mieux l'évolution rapide de ces technologies pour équiper les journalistes qu'elle soutient. L'enjeu est notamment de faire face à l'amplification de la désinformation propulsée par l'intelligence artificielle, ce qui a été désigné par le World Economic Forum en 2024 comme le principal risque global à court terme pour le développement humain.<sup>2</sup>

(1) <https://link.springer.com/book/10.1007/978-3-031-35985-9>  
(2) <https://www.weforum.org/press/2024/01/global-risks-report-2024-press-release/>





Dans un contexte de plus en plus incertain, notre action vise une contribution efficace au dialogue et à la résolution des problèmes affectant les populations confrontées à des crises.

Des femmes répondent à une étude d'audience organisée lors d'un Focus Group par Radio Ndeke Luka, principale radio de Centrafrique, à Bangui, capitale de la République centrafricaine. © Gwenn Dubourthoumieu / Fondation Hironnelle.

## CONTRIBUER À DES SOCIÉTÉS PLUS PACIFIQUES, INCLUSIVES, DÉMOCRATIQUES ET JUSTES

Dans un contexte aussi turbulent et incertain que ces premiers mois de 2025, il est crucial d'être au clair sur ce que nous voulons faire. Pour la période 2025-2028, l'ensemble de notre action vise un objectif global de contribution à des sociétés plus pacifiques, inclusives, démocratiques et justes. En tant qu'organisation de référence reconnue dans le domaine des médias et de l'information en contextes de crises, nous aspirons à susciter l'intérêt renouvelé de partenaires opérationnels et stratégiques et à apporter une contribution concrète et efficace par notre action au dialogue et à la résolution des problématiques qui affectent les populations locales confrontées à des crises.

Pour atteindre cet objectif, nous nous sommes fixé 4 axes stratégiques :

1. Fournir des contenus journalistiques et favoriser des espaces de dialogue qui répondent en profondeur aux multiples besoins des populations confrontées à des crises.
2. Soutenir des acteurs médiatiques et des organisations thématiques de la société civile pour produire et diffuser une information de qualité.
3. Plaider pour le soutien aux médias d'intérêt général en contextes de crises et faire connaître l'impact de notre travail à un plus large public.
4. Devenir une organisation encore plus solide et agile.

La Fondation Hironnelle intègre dans son travail les priorités transversales suivantes :

- **L'inclusivité** : nos projets représentent la diversité des genres, langues, religions, classes sociales, âges, ethnies et minorités, sans discrimination. Cette approche se traduit dans notre charte éditoriale et l'ensemble de nos productions.
- **L'ancrage local et la viabilité** : répondre aux besoins d'information est une action locale par essence. Nous renforçons les acteurs locaux et développons des solutions innovantes pour garantir la durabilité et l'indépendance des médias partenaires.
- **La sécurité** : dans des contextes parfois à haut risque, la sécurité des équipes et partenaires guide nos décisions. Elle repose sur des analyses rigoureuses, des formations ciblées et un haut niveau d'exigence éditoriale.

## MODALITÉS D'INTERVENTION

La Fondation Hironnelle continuera d'adapter ses méthodes de production et de diffusion de l'information en fonction de la fragilité des contextes et des besoins des médias locaux. Pour réaliser les projets, nous appliquons, selon les contextes, tout ou partie des modalités suivantes :



Soutien et renforcement de partenaires locaux



Production et diffusion par la Fondation Hironnelle



Production par la Fondation Hironnelle, diffusion par des partenaires locaux

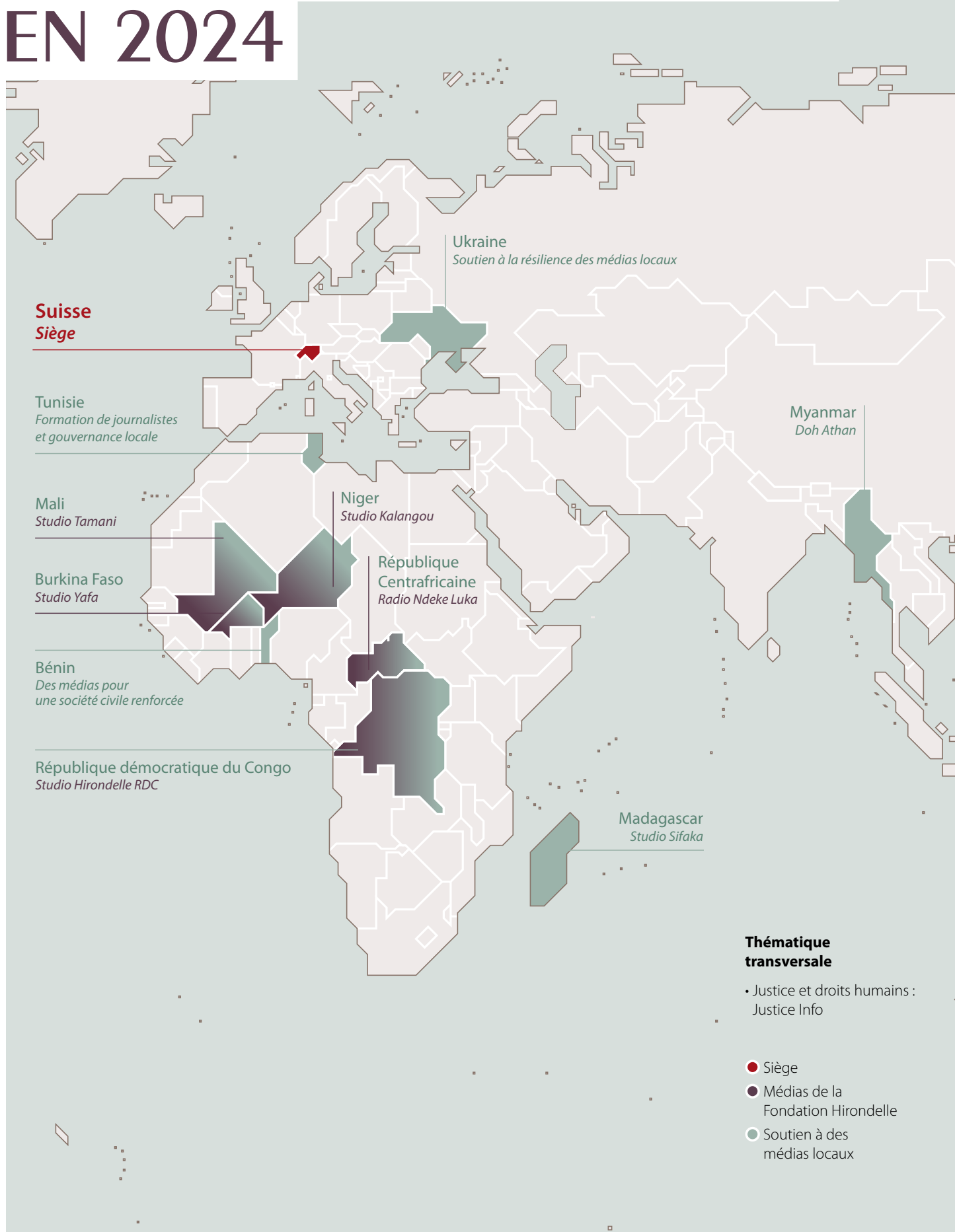
Ces approches permettent le renforcement des capacités dans une perspective de développement, l'application d'un journalisme utile et de proximité souvent critique dans les crises complexes de type humanitaires, et la production de programmes de dialogue et de débat inclusifs qui contribuent à la consolidation de la paix.



Focus Group à Bangui en République centrafricaine : des femmes contribuent à une étude d'audience menée par Radio Ndeke Luka. © Gwenn Dubourthoumieu / Fondation Hironnelle



# OPÉRATIONS DE LA FONDATION HIRONDELLE EN 2024



# ADMINISTRATION ET FINANCES





SITUATION GÉNÉRALE  
DES FINANCES

La Fondation Hironnelle a vu son volume légèrement baisser (-3%) par rapport à 2023, avec un volume global réalisé de 14,4 millions CHF. Ceci s'explique en partie par les difficultés de financement de certaines opérations et des facteurs externes complexes comme l'insécurité, mais aussi par des choix stratégiques.

La Fondation Hironnelle affiche un résultat positif en hausse par rapport à celui de 2023, de l'ordre de 329 000 CHF. Ce résultat permet de renforcer l'organisation en consolidant sa part de fonds propres.

Plus de 90 % des dépenses de la Fondation sont allouées à nos projets sur le terrain (94,7 %). Les dépenses liées à la gestion et à l'administration (Finances, RH, IT) représentent 3,5 % des charges, les coûts de communication et de recherche de fonds 1,8 %. L'ensemble des comptes 2024 et des indicateurs de dépenses sont présentés conformément aux normes établies par le label Zewo, pour lequel la Fondation Hironnelle est certifiée depuis 2019.

Un organe de révision indépendant a certifié que les comptes annuels présentés en synthèse ci-après donnent une image fidèle de la situation financière de la Fondation Hironnelle. L'ensemble du rapport sur les comptes annuels 2024 est disponible sur notre site [hironnelle.org](http://hironnelle.org).

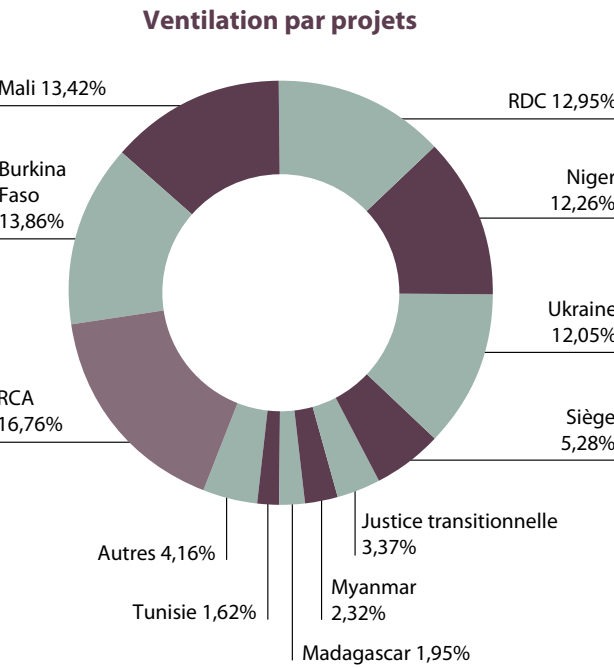
RESSOURCES HUMAINES

Notre mission est mise en œuvre grâce à une équipe de 292 professionnel-le-s à travers le monde (au 31.12.2024). La Fondation Hironnelle s'appuie sur 252 collègues nationaux dans nos pays d'intervention. Le nombre d'expatrié-e-s sur le terrain était de 11 à fin 2024. Les postes en Suisse étaient de 29, dont apprenti-e-s et stagiaires, correspondant à un équivalent plein temps (EPT) de 24,6 fin 2024.

A ces employé-e-s s'ajoute une large équipe de correspondant-e-s et pigistes qui nous permettent de travailler au plus proche des bénéficiaires dans nos pays d'intervention. Nous faisons aussi appel régulièrement à des expert-e-s en formation pour le renforcement des capacités de nos équipes et de nos partenaires.

DÉPENSES DES PROJETS

| Projets 2024                      | en CHF     |
|-----------------------------------|------------|
| RCA                               | 2 411 001  |
| Burkina Faso                      | 1 994 814  |
| Mali                              | 1 930 230  |
| RDC                               | 1 863 159  |
| Niger                             | 1 763 735  |
| Ukraine                           | 1 734 018  |
| Siège                             | 759 410    |
| Justice transitionnelle           | 484 751    |
| Myanmar                           | 333 800    |
| Madagascar                        | 280 840    |
| Tunisie                           | 233 437    |
| Nouveaux projets                  | 167 520    |
| Recherche                         | 148 605    |
| Innovation éditoriale             | 108 008    |
| Monitoring, Evaluation & Learning | 83 557     |
| Bénin                             | 55 393     |
| Divers projets                    | 35 985     |
| TOTAL                             | 14 388 262 |



RESSOURCES FINANCIÈRES

| Produits                                                                                                             | en CHF            | en %         |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|--------------|
| <b>Bailleurs de fonds publics</b>                                                                                    |                   |              |
| <b>Suisse</b>                                                                                                        |                   |              |
| Contribution de base DDC                                                                                             | 3 123 598         | 21,2%        |
| FEDEVACO                                                                                                             | 70 000            | 0,5%         |
| Mandats DDC/Contribution de projet BUCO                                                                              | 2 934 421         | 19,9%        |
| <b>Autres</b>                                                                                                        |                   |              |
| Agence des Nations unies (UNICEF, PNUD)                                                                              | 50 706            | 0,3%         |
| Allemagne (GIZ + MAE)                                                                                                | 71 463            | 0,5%         |
| Belgique                                                                                                             | 142 762           | 1,0%         |
| Commission européenne                                                                                                | 4 363 614         | 29,7%        |
| Etats-Unis (ambassade)                                                                                               | 60 828            | 0,4%         |
| France (AFD)                                                                                                         | 234 600           | 1,6%         |
| Pays-Bas                                                                                                             | 280 000           | 1,9%         |
| République tchèque                                                                                                   | 25 706            | 0,2%         |
| Royaume-Uni (ISF, H2H Network)                                                                                       | 714 448           | 4,9%         |
| <b>Total bailleurs de fonds publics</b>                                                                              | <b>12 072 146</b> | <b>82,1%</b> |
| <b>Bailleurs de fonds privés</b>                                                                                     |                   |              |
| <b>Suisses</b>                                                                                                       |                   |              |
| Chaîne du Bonheur                                                                                                    | 309 400           | 2,1%         |
| Donateurs privés                                                                                                     | 1 081             | 0,0%         |
| Fondations privées                                                                                                   | 691 500           | 4,7%         |
| Loterie Romande                                                                                                      | 50 000            | 0,3%         |
| Partenariat RTS                                                                                                      | 75 000            | 0,5%         |
| Autres Donateurs                                                                                                     | 15 816            | 0,1%         |
| <b>Autres</b>                                                                                                        |                   |              |
| IFPIM                                                                                                                | 149 003           | 1,0%         |
| <b>Total bailleurs de fonds privés</b>                                                                               | <b>1 291 800</b>  | <b>8,8%</b>  |
| <b>Autres produits</b>                                                                                               |                   |              |
| Contrats de partenariat de communication et vente expertise                                                          | 524 806           | 3,6%         |
| <b>Total autres produits</b>                                                                                         | <b>524 806</b>    | <b>3,6%</b>  |
| <b>TOTAL DES PRODUITS</b>                                                                                            | <b>13 888 752</b> | <b>94,4%</b> |
| Variation du capital des fonds affectés (incluant financement reçu d'avance en 2023 de l'Espagne, Danemark et Suède) |                   |              |
|                                                                                                                      | 820 441           | 5,6%         |
| <b>Total des produits et fonds affectés</b>                                                                          | <b>14 709 193</b> |              |

FONDATIONS ET ENTREPRISES DONATRICES

Ils nous ont soutenus en 2024 et nous les remercions : Büchi Foundation, Däster-Schild Stiftung, Fondazione aiuto alla cooperazione e allo sviluppo, Fondation Alfred et Eugénie Baur, Fondation d'Aide à l'Enfance et au Tiers-Monde, Fondation du Domaine de Villette, Fondation genevoise de bienfaisance « Valeria Rossi di Montelera », la Fondation Internationale Prix Balzan, Fondation Isocrate, Fondation Jan Michalski, Fondation Sauvain Petitpierre, Fondation Madeleine, Fondation Philanthropique Famille Sandoz, Karl Popper Foundation, Temperatio-Stiftung, la Loterie romande, Fondation anonyme et donateur-rices individuel-les.

RÉSUMÉ DES COMPTES DE LA FONDATION HIRONDELLE

La présentation des comptes de la Fondation Hironnelle se base sur le concept global des recommandations des Swiss GAAP RPC fondamentales et Swiss GAAP RPC 21. Cette présentation offre une image conforme à la réalité de la situation financière et aux recettes de l'organisation. Les comptes sont conformes à la loi suisse ainsi qu'aux statuts de la Fondation.

Le résumé des comptes est basé sur les comptes annuels au 31 décembre 2024 qui ont été établis selon les principes mentionnés ci-dessus. Le rapport d'audit des comptes annuels ainsi que l'annexe au compte pour l'exercice sont disponibles sur notre site internet à l'adresse suivante : <https://www.hironnelle.org/fr/audit-des-comptes>



BILAN AU 31 DÉCEMBRE (EN FRANCS SUISSES)

|                                               | 2024             | 2023             |
|-----------------------------------------------|------------------|------------------|
| <b>ACTIF</b>                                  |                  |                  |
| <b>Actif circulant</b>                        |                  |                  |
| Liquidités                                    | 6 291 582        | 5 289 193        |
| Créances                                      | 2 831            | 109 627          |
| Financements à recevoir                       | 1 325 726        | 1 970 764        |
| Autres créances                               | 977 661          | 660 872          |
| Actifs de régularisation                      | 166 232          | 277 303          |
|                                               | <b>8 764 033</b> | <b>8 307 759</b> |
| <b>Actif immobilisé</b>                       |                  |                  |
| Immobilisations corporelles                   | 88 159           | 39 022           |
| Immobilisations incorporelles                 | 80 550           | 29 259           |
| Immobilisations financières                   | 81 268           | 359 707          |
|                                               | 249 976          | 427 987          |
| <b>TOTAL DE L'ACTIF</b>                       | <b>9 014 009</b> | <b>8 735 747</b> |
| <b>PASSIF</b>                                 |                  |                  |
| <b>Engagements à court terme</b>              |                  |                  |
| Dettes à court terme                          | 1 442 973        | 610 005          |
| Passifs de régularisation                     | 198 150          | 279 149          |
| Emprunts divers                               | -                | 14               |
| Provision pour litiges                        | 77 631           | 76 046           |
|                                               | <b>1 718 754</b> | <b>965 214</b>   |
| <b>Engagements à long terme</b>               |                  |                  |
| Provision pour fin de contrats collaborateurs | 118 144          | 102 040          |
|                                               | <b>118 144</b>   | <b>102 040</b>   |
| <b>Capital des fonds affectés</b>             |                  |                  |
| Fonds affectés                                | 3 571 352        | 4 391 794        |
|                                               | <b>3 571 352</b> | <b>4 391 794</b> |
| <b>Capital de la fondation</b>                |                  |                  |
| Capital de fondation                          | 50 000           | 50 000           |
| Capital FNL                                   | 12 315           | 12 315           |
| Fonds liés de solidarité                      | 34 416           | 51 149           |
| Fonds liés de soutien                         | 569 307          | 569 307          |
| Capital libre                                 | 2 939 721        | 2 593 928        |
|                                               | <b>3 605 759</b> | <b>3 276 699</b> |
| <b>TOTAL DU PASSIF</b>                        | <b>9 014 009</b> | <b>8 735 747</b> |

COMPTE D'EXPLOITATION DE LA FONDATION HIRONDELLE (EN FRANCS SUISSES)

| PRODUITS                                                       | 2024              | 2023              |
|----------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| <b>Fonds publics</b>                                           |                   |                   |
| Contributions aux Fonds publics suisses affectés               | 6 128 019         | 6 065 784         |
| Contributions aux Fonds publics internationaux affectés        | 5 944 127         | 6 654 186         |
| <b>Total fonds publics</b>                                     | <b>12 072 146</b> | <b>12 719 970</b> |
| <b>Fonds privés</b>                                            |                   |                   |
| Contributions aux Fonds privés suisses affectés                | 837 316           | 1 578 424         |
| Contributions aux Fonds privés suisses libres                  | 222 835           | 113 055           |
| Contributions aux Fonds privés internationaux affectés         | 231 650           | 273 755           |
| Contributions aux Fonds privés internationaux libres           | -                 | -                 |
| <b>Total fonds privés</b>                                      | <b>1 291 800</b>  | <b>1 965 234</b>  |
| <b>Variation revenus des fonds affectés</b>                    |                   |                   |
| Variation du capital des fonds affectés (hors effet de change) | -                 | (791 670)         |
|                                                                | -                 | (791 670)         |
| <b>Autres produits</b>                                         |                   |                   |
| Contrats de partenariat de communication et vente expertise    | 524 806           | 350 859           |
|                                                                | <b>524 806</b>    | <b>350 859</b>    |
| <b>TOTAL DES PRODUITS</b>                                      | <b>13 888 752</b> | <b>14 244 393</b> |

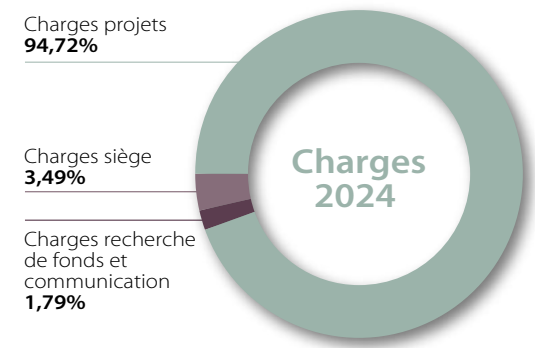
Fonds publics  
**86,92%**  
dont Suisse **44,12%**  
et Internationaux **42,80 %**

Fonds privés  
**9,30%**

Autres produits  
**3,78%**

Produits  
2024





| CHARGES                                                        | 2024                | 2023                |
|----------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| <b>Charges des projets</b>                                     |                     |                     |
| Personnel                                                      | (7 359 177)         | (6 816 042)         |
| Opérations                                                     | (5 244 677)         | (5 826 406)         |
| Amortissement des équipements                                  | (218 933)           | (649 069)           |
| Charges indirectes allouées aux projets                        | (806 065)           | (1 042 212)         |
|                                                                | <b>(13 628 852)</b> | <b>(14 333 729)</b> |
| <b>Charges du siège de la Fondation Hirondelle</b>             |                     |                     |
| Personnel                                                      | (801 306)           | (770 797)           |
| Opérations                                                     | (476 059)           | (506 437)           |
| Amortissement des équipements                                  | (30 948)            | (48 726)            |
| Charges indirectes allouées aux projets                        | 806 065             | 1 042 212           |
|                                                                | <b>(502 248)</b>    | <b>(283 749)</b>    |
| <b>Charges recherche de fonds et communication</b>             |                     |                     |
| Personnel                                                      | (206 012)           | (166 328)           |
| Opérations                                                     | (49 623)            | (46 784)            |
| Amortissement des équipements                                  | (1 527)             | (1 666)             |
|                                                                | <b>(257 162)</b>    | <b>(214 778)</b>    |
| <b>TOTAL CHARGES</b>                                           | <b>(14 388 262)</b> | <b>(14 832 256)</b> |
| <b>Résultat d'exploitation</b>                                 |                     |                     |
| Produits financiers                                            | 26 616              | 1 210               |
| Gains (pertes) de change                                       | (7 934)             | (134 957)           |
| <b>Résultat financier</b>                                      | <b>18 682</b>       | <b>(133 748)</b>    |
| Produits (Charges) exceptionnels                               | (78 889)            | 15 346              |
| <b>Résultat Exceptionnel</b>                                   | <b>(78 889)</b>     | <b>15 346</b>       |
| <b>Résultat avant variation du capital des fonds</b>           | <b>(559 717)</b>    | <b>(706 266)</b>    |
| Variation du capital des fonds affectés (hors effet de change) | 888 777             | 791 670             |
| <b>Allocations nets au capital des fonds</b>                   | <b>329 060</b>      | <b>85 404</b>       |
| Allocation au capital libre                                    | 345 793             | 301 872             |
| Prélèvement au capital lié                                     | (16 733)            | (216 468)           |
| <b>TOTAL ALLOCATIONS RÉSULTAT ANNUEL</b>                       | <b>-</b>            | <b>-</b>            |

\* La présentation des coûts indirects a changé en 2024, cela a été recalculé pour le comparatif avec 2023 mais apparaît différemment dans le rapport de l'année 2023.

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS AFFECTÉS ET DU CAPITAL 2024 (EN FRANCS SUISSES)

| Description du fonds                     | Etat des fonds au 01.01.2024 | Attributions aux fonds | Transferts internes | Utilisation pour projets | Différence de change | Etat des fonds au 31.12.24 | Variations du capital des fonds |
|------------------------------------------|------------------------------|------------------------|---------------------|--------------------------|----------------------|----------------------------|---------------------------------|
| <b>Fonds affectés</b>                    |                              |                        |                     |                          |                      |                            |                                 |
| Fonds Bénin                              | -                            | 381 463                |                     | (134 313)                | (4 655)              | 242 495                    | 242 495                         |
| Fonds Burkina Faso                       | 1 443 910                    | 1 413 546              | 38 572              | (2 372 626)              | 11 017               | 534 418                    | (909 492)                       |
| Fonds Burundi                            | -                            | 64 668                 |                     | (40 385)                 | (1 499)              | 22 785                     | 22 785                          |
| Fonds Covid                              | 6 096                        | -                      | (6 096)             | -                        | -                    | -                          | (6 096)                         |
| Fonds Divers projets                     | -                            | 117 232                |                     | (55 951)                 | (181)                | 61 100                     | 61 100                          |
| Fonds Formations violences et extrémisme | -                            | 29 000                 |                     | (29 000)                 | -                    | -                          | -                               |
| Fonds Innovation éditoriale              | -                            | 108 008                |                     | (108 008)                | -                    | -                          | -                               |
| Fonds Justlce transitionnelle            | 56 000                       | 563 751                |                     | (469 751)                | -                    | 150 000                    | 94 000                          |
| Fonds Madagascar                         | 145                          | 296 269                |                     | (286 480)                | 1 734                | 11 668                     | 11 523                          |
| Fonds Mali                               | 381 829                      | 2 428 274              | (131 743)           | (1 732 054)              | 7 564                | 953 870                    | 572 041                         |
| Fonds MEAL                               | -                            | 83 557                 |                     | (83 557)                 | -                    | -                          | -                               |
| Fonds Myanmar                            | 76 185                       | 257 637                |                     | (333 822)                | -                    | -                          | (76 185)                        |
| Fonds Niger                              | 53 935                       | 1 903 534              | 99 267              | (1 981 631)              | (487)                | 74 617                     | 20 683                          |
| Fonds Nouveaux projets                   | -                            | 167 520                |                     | (167 520)                | -                    | -                          | -                               |
| Fonds RCA                                | 51 659                       | 2 841 313              |                     | (2 833 491)              | 8 131                | 67 611                     | 15 952                          |
| Fonds RDC                                | 1 052 313                    | 508 905                |                     | (1 584 052)              | 40 686               | 17 852                     | (1 034 461)                     |
| Fonds Recherche                          | 5 542                        | 150 892                |                     | (156 605)                | 171                  | (0)                        | (5 542)                         |
| Fonds Tchad                              | -                            | 1 362 869              |                     | -                        | 5 856                | 1 368 725                  | 1 368 725                       |
| Fonds Tunisie                            | 29 546                       | 242 680                |                     | (242 680)                | -                    | 29 546                     | (0)                             |
| Fonds Ukraine                            | 1 010 524                    | 640 092                |                     | (1 650 617)              | -                    | -                          | (1 010 524)                     |
| Fonds Siège                              | 224 109                      | 464 819                |                     | (652 262)                | -                    | 36 666                     | (187 443)                       |
| <b>Total fonds affectés</b>              | <b>4 391 793</b>             | <b>14 026 029</b>      | <b>-</b>            | <b>(14 914 806)</b>      | <b>68 337</b>        | <b>3 571 352</b>           | <b>(820 440)</b>                |
| <b>Capital de la fondation</b>           |                              |                        |                     |                          |                      |                            |                                 |
| Capital de la fondation                  | 50 000                       |                        |                     | -                        |                      | 50 000                     | -                               |
| Capital FNL                              | 12 315                       |                        |                     | -                        |                      | 12 315                     | -                               |
| Fonds de solidarité                      | 51 149                       |                        |                     | (16 733)                 |                      | 34 416                     | (16 733)                        |
| Fonds de soutien                         | 569 307                      |                        |                     | -                        |                      | 569 307                    | -                               |
| Capital Libre                            | 2 593 928                    | 345 793                |                     |                          |                      | 2 939 721                  | 345 793                         |
| <b>Total capital de la fondation</b>     | <b>3 276 699</b>             | <b>345 793</b>         | <b>-</b>            | <b>(16 733)</b>          | <b>-</b>             | <b>3 605 759</b>           | <b>329 060</b>                  |
| <b>TOTAL</b>                             | <b>7 668 492</b>             | <b>14 371 822</b>      | <b>-</b>            | <b>(14 931 539)</b>      | <b>68 337</b>        | <b>7 177 111</b>           | <b>(491 381)</b>                |



# LES MEMBRES DU CONSEIL DE FONDATION EN 2024

- Tony BURGNER\***  
Président du Conseil. Ancien Directeur général de la Chaîne du Bonheur.  
Ancien Responsable de la presse et de la collecte de fonds privés au CICR.

**Akram BELKAID**  
Rédacteur en chef adjoint, *Le Monde Diplomatique*.

**Marie-Jeanne EBY**  
Responsable de la recherche de fonds au WWF.  
Ancienne responsable à divers postes au CICR.

**Mario FETZ**  
Secrétaire général de la Fondation Apprentis d'Auteuil International.  
Ancien Directeur de la recherche de fonds et du marketing du WWF.

**Marc HOFSTETTER\***  
Ancien Directeur exécutif adjoint  
du Centre pour le Dialogue Humanitaire (HD).

**Nathalie PIGNARD-CHEYNEL**  
Directrice de l'Académie du journalisme et des médias -  
Université de Neuchâtel. Professeure de journalisme numérique.

**Robert ROTH**  
Professeur de Droit et ancien juge pour le Tribunal spécial pour le Liban.

**Anna TRECHSEL**  
Journaliste, correspondante pour la radio suisse SRF.

**Isabelle WERENFELS\***  
Ancienne journaliste. Senior Fellow à la division de recherche  
sur le Moyen-Orient et l'Afrique  
de l'Institut allemand pour les affaires internationales et de sécurité.

- Direction**

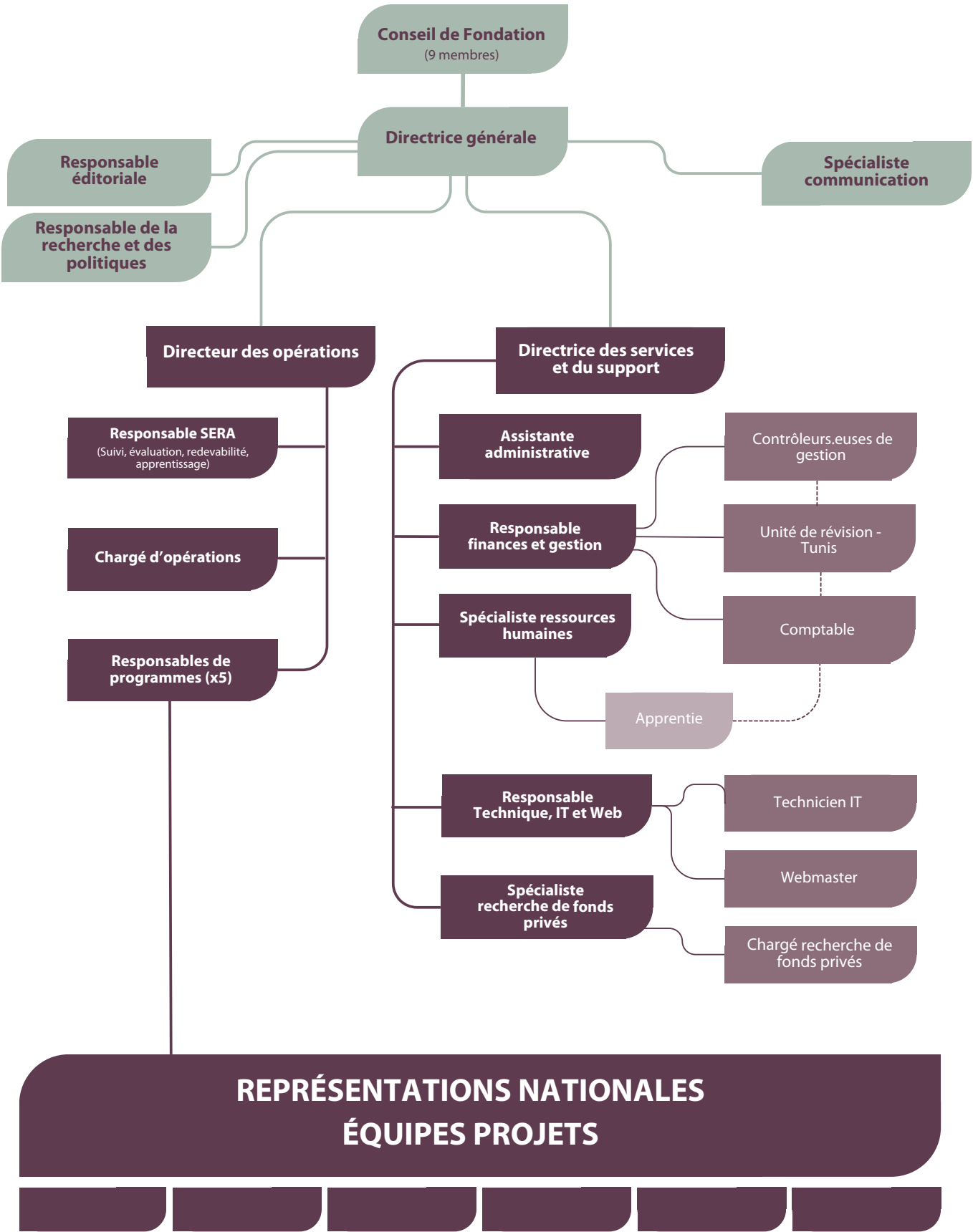
**Caroline VUILLEMIN**  
Directrice générale

**Nicolas BOISSEZ**  
Directeur des opérations

**Carine PRESTAT**  
Directrice des services et du support

\* Membres du Conseil restreint

# ORGANIGRAMME





**Directrice de publication**

Caroline Vuillemin

**Conception, édition**

Julie Crenn

Benjamin Bibas / la fabrique documentaire

**Conception graphique**

Marek Zielinski

**Contributeur-ric-e-s**

Ouboulé Abalo

Sabra Ayres

Nicki Bailey

Pauline Bend

Nicolas Boissez

Samir Bouaziz

Tony Burgener

Thierry Cruvellier

Jacqueline Dalton

Olympe Dossa

Karine Dyskiewicz

Sandra Fontaine

Julie Godignon

Eve Konan

Koudoussou Laourou

Nicholas Mansson

Sacha Meuter

Espérant Mulumba

Carine Prestat

Harrison Ratovondrahona

Oleksiy Soldatenko

© Fondation Hirondelle 2025







**hirondelle.org**

**La Fondation Hirondelle** est une organisation suisse à but non lucratif, qui assure aux populations confrontées à des crises un accès à des informations fiables, locales et indépendantes. Depuis plus de 30 ans (1995), elle soutient les médias et les journalistes locaux dans des contextes fragiles. A vocation globale et ancrée localement, elle crée des espaces de dialogue pour renforcer les liens et la cohésion sociale dans des sociétés fragmentées.

Les programmes de la Fondation Hirondelle jouissent d'une grande confiance des publics qui saluent le travail dans les langues locales et la rigueur journalistique. Des études d'audiences menées régulièrement permettent de quantifier notre impact.

**Fondation Hirondelle**

Av. du Temple 19c  
CH - 1012 Lausanne  
info@hirondelle.org  
hirondelle.org

**Pour nous soutenir :**

UBS Switzerland AG, rue du Lion d'Or, 1002 Lausanne  
BIC/Swift : CRESCHZZ80A  
IBAN : CH32 0483 5041 8522 8100 4



**Votre don en  
bonnes mains.**